

*Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique*

Recrutement de magistrats à l'Auditorat et au Bureau de Coordination du Conseil d'Etat et constitution d'une réserve de recrutement (cadre français) (cadre français — bilingue F + N). — Avis, p. 6957.

Circulaire n° 373 du 17 mars 1993. Retrait d'un acte de promotion d'un agent, p. 6958.

*Exécutifs — Région wallonne**Ministère wallon de l'Équipement et des Transports*

Examens d'avancement pour la promotion aux grades de : dessinateur principal (rang 22) — BF 93309B, contrôleur des travaux (rang 22) — BF 93310B, p. 6958.

*Exekutiven — Wallonische Region**Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen*

Prüfungen zwecks Beförderung zu den Dienstgraden von : Hauptzeichner (Rangklasse 22) — BF 93309B, Kontrolleur der Arbeiten (Rangklasse 22) — BF 93310B, S. 6959.

*Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken*

Werving van magistraten voor het Auditoraat en het Coördinatiebureau van de Raad van State en de samenstelling van een wervingsreserve (franstalig kader) (franstalig — tweetalig kader F + N). — Bericht, bl. 6957.

Omzendbrief nr. 373 van 17 maart 1993. Intrekking van een akte tot bevordering van een ambtenaar, bl. 6958.

*Executieven — Waalse Gewest**Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer*

Overgangsexamens met het oog op de bevordering tot de graad van : eerste tekenaar (rang 22) — BF 93309B, controleur van werken (rang 22) — BF 93310B, bl. 6959.

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 93 — 732 [C — 15061]  
23 MARS 1993. — Arrêté royal relatif à la notification des concentrations d'entreprises visée à l'article 12 de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, notamment les articles 12, § 3, et 33, § 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :  
— loi : la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique;

— le Service : le Service de la concurrence visé à l'article 14 de la loi;

— le Conseil : le Conseil de la concurrence institué par la loi.

**Art. 2. § 1er.** Sont tenues de notifier une concentration, en application de l'article 12, § 1er de la loi, les personnes physiques ou morales visées à l'article 12, § 2 de cette loi.

§ 2. Lorsque la notification est signée par des représentants de personnes physiques ou morales, ces représentants doivent présenter un mandat écrit attestant leur pouvoir de représentation.

§ 3. En cas de notification conjointe, celle-ci doit être faite par un représentant commun investi du pouvoir de transmettre et de recevoir des documents au nom de toutes les parties notifiantes.

§ 4. Les parties notifiantes ou leurs représentants indiquent une adresse en Belgique où toute correspondance leur sera envoyée.

**Art. 3. § 1er.** Les notifications doivent être présentées de la manière prescrite par le formulaire CONC C/C — 1, selon le modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. En cas de notification conjointe, il y a lieu de n'utiliser qu'un seul formulaire.

§ 2. Les notifications ainsi que leurs annexes sont à communiquer en huit exemplaires au Service à l'adresse indiquée dans le formulaire CONC C/C — 1.

Cette communication s'effectue par envoi recommandé ou par porteur contre reçu au Service pendant les heures d'ouverture de celui-ci.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 732 [C — 15061]  
23 MAART 1993. — Koninklijk besluit betreffende het aanmelden van de concentraties van ondernemingen bedoeld in artikel 12 van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging inzonderheid op de artikelen 12, § 3, en 33, § 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :  
— de wet : de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging;

— de Dienst : de Dienst voor de Mededinging bedoeld bij artikel 14 van de wet;

— de Raad : de Raad voor de Mededinging ingesteld door de wet.

**Art. 2. § 1.** De bij artikel 12, § 2, van de wet bedoelde natuurlijke of rechtspersonen zijn, overeenkomstig artikel 12, § 1, van deze wet, gehouden een concentratie aan te melden.

§ 2. Tekenen vertegenwoordigers van natuurlijke of rechtspersonen de aanmelding, dan moeten zij een schriftelijk mandaat voorleggen dat hun bevoegdheid tot vertegenwoordiging aantoonst.

§ 3. De collectieve aanmeldingen moeten worden ingediend door een gemeenschappelijke vertegenwoordiger, die gemachtigd is namens alle aanmeldende partijen documenten door te geven en te ontvangen.

§ 4. De aanmeldende partijen of hun vertegenwoordigers geven een adres in België op waarnaar hun alle briefwisseling zal worden gezonden.

**Art. 3. § 1.** Aanmeldingen moeten worden ingediend op de wijze als voorgeschreven in formulier CONC C/C — 1, waarvan het model is opgenomen als bijlage bij dit besluit. Voor het indienen van een collectieve aanmelding moet slechts één enkel formulier worden gebruikt.

§ 2. De aanmelding en haar bijlagen moeten in achtvoud worden toegezonden aan de Dienst op het in het formulier CONC C/C — 1 vermelde adres.

Deze toezending gebeurt bij aangetekend schrijven of door afgifte per drager tegen ontvangstbewijs, bij de Dienst tijdens de openinguren.

§ 3. Les documents joints à la notification sont des originaux ou des copies des originaux. S'il s'agit de copies, les parties notifiantes doivent certifier qu'elles sont complètes et conformes aux originaux.

§ 4. Si la personne physique ou morale qui effectue la notification n'est pas domiciliée ou n'a pas d'établissement en Belgique, la notification doit être rédigée dans une des langues nationales.

Les documents joints à la notification sont déposés dans leur langue originale. Si cette langue n'est pas une des langues nationales ou l'anglais, une traduction dans la langue de la notification est jointe.

Si le Service ou le Conseil l'estime nécessaire, la traduction de tout ou partie des documents fournis en anglais pourra être exigée des parties notifiantes.

Art. 4. § 1er. Les notifications doivent contenir les renseignements demandés par le formulaire CONC C/C — 1. Ces renseignements doivent être exacts et complets.

§ 2. Des modifications essentielles des éléments indiqués dans la notification dont les parties notifiantes ont connaissance ou devraient avoir connaissance doivent être communiquées au Service volontairement et sans délai.

§ 3. Des renseignements inexacts ou dénaturés équivalent à des renseignements incomplets.

Art. 5. § 1er. Sans préjudice du § 2, les notifications prennent effet au moment où elles sont reçues par le Service.

§ 2. Si le Service constate que les renseignements figurant dans la notification sont incomplets sur un point important, il en informe sans délai par écrit les parties notifiantes ou le représentant commun et fixe un délai approprié pour qu'il puisse les compléter, sans préjudice du § 4. Dans ce cas, la notification prend effet à partir du lendemain du jour de la réception des renseignements complets par le Service.

§ 3. Les dispositions des §§ 2 à 4 de l'article 3 du présent arrêté s'appliquent à toute réponse à une lettre adressée par le Service en vertu du § 2 du présent article.

§ 4. Le Service peut dispenser de l'obligation de communiquer tout renseignement particulier requis par le formulaire CONC C/C — 1 qui ne lui apparaît pas nécessaire pour l'examen du cas. Ce renseignement particulier pourra néanmoins être demandé ultérieurement par le Service ou le Conseil, mais sa non-communication dans la notification ne rend pas celle-ci incomplète au sens du § 2 du présent article.

§ 5. Aux parties notifiantes ou au représentant commun, le Service délivre sans délai et par envoi recommandé un accusé de réception de la notification ainsi que de toute réponse à une lettre adressée par lui en vertu du § 2.

Art. 6. § 1er. Si le Conseil aboutit à la conclusion que l'opération notifiée ne constitue pas une opération de concentration au sens de l'article 9 de la loi, il le constate par voie de décision. Dans ce cas, si les parties notifiantes le demandent par écrit, la notification est traitée, selon les circonstances et sans préjudice du § 2, comme demande d'attestation négative au sens de l'article 6 de la loi ou comme notification en vue d'obtenir une exemption au sens de l'article 7 de la même loi.

§ 2. Dans les cas visés au § 1er, deuxième phrase du présent article, le Service peut exiger que les renseignements figurant dans la notification soient complétés, dans un délai approprié fixé par lui, dans la mesure nécessaire pour apprécier l'opération sur la base des dispositions susmentionnées. La demande ou la notification est considérée comme régulière au sens de ces dispositions dès la date de la notification originale, lorsque les renseignements complémentaires parviennent au Service dans le délai fixé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. WATHELET

§ 3. De documenten gevoegd als bijlage bij de aanmelding zijn de originele documenten of kopieën ervan. Gaat het om kopieën, dan dienen de aanmeldende partijen ze eensluidend en volledig te verklaren.

§ 4. Indien de natuurlijke of rechtspersoon die de aanmelding verricht niet in België gedomicilieerd is of er geen vestiging heeft, moet de aanmelding worden opgesteld in één van de landstalen.

De bijlagen bij de aanmelding dienen in hun oorspronkelijke taal te worden overgelegd. Indien deze taal niet één van de landstalen of het Engels is, wordt een vertaling in de taal van de aanmelding bijgevoegd.

Indien de Dienst of de Raad het noodzakelijk acht, zal van de aanmeldende partijen een vertaling van alle of van een deel van de documenten die in het Engels werden overgelegd, kunnen worden geëist.

Art. 4. § 1. De aanmelding moet alle in het formulier CONC C/C — 1 verlangde gegevens bevatten. Deze gegevens moeten juist en volledig zijn.

§ 2. Belangrijke wijzigingen van de in de aanmelding vermelde feiten waarvan de aanmeldende partijen op de hoogte zijn of behoorden te zijn, moeten uit eigen beweging onverwijld aan de Dienst worden meegedeeld.

§ 3. Onjuiste of misleidende gegevens worden met onvolledige gegevens gelijkgesteld.

Art. 5. § 1. Onverminderd het bepaalde in § 2, hebben de aanmeldingen rechtsgevolgen vanaf het tijdstip waarop deze bij de Dienst zijn binnengekomen.

§ 2. Indien de Dienst vaststelt dat de gegevens in de aanmelding onvolledig zijn ten aanzien van een belangrijk punt, stelt hij onverwijld de aanmeldende partijen of de gemeenschappelijke vertegenwoordiger daarvan schriftelijk in kennis en stelt hij een passende termijn vast binnen welke de gegevens moeten worden vervolledigd, onverminderd het bepaalde in § 4. In dit geval heeft de aanmelding rechtsgevolgen vanaf de dag volgend op de dag van de ontvangst van de volledige gegevens door de Dienst.

§ 3. De bepalingen van de §§ 2 tot 4 van artikel 3 van dit besluit zijn van toepassing op ieder antwoord op een brief die door de Dienst werd verzonden krachtens § 2 van dit artikel.

§ 4. De Dienst kan ontheffing verlenen van de verplichting tot het verstrekken van bepaalde in het formulier CONC C/C — 1 verlangde gegevens, indien hij van mening is dat die gegevens niet noodzakelijk zijn voor het onderzoek van het geval. Die bepaalde gegevens kunnen niettemin later door de Dienst of de Raad worden gevraagd, maar het niet-meedelen ervan in de aanmelding maakt deze niet onvolledig in de zin van § 2 van dit artikel.

§ 5. Aan de aanmeldende partijen of de gemeenschappelijke vertegenwoordiger levert de Dienst onverwijld en bij aangetekend schrijven een ontvangstbewijs af van de aanmelding alsook van elk antwoord op een brief die door hem krachtens § 2 werd verzonden.

Art. 6. § 1. Indien de Raad tot de conclusie komt dat de aangeelde operatie geen concentratie is in de zin van artikel 9 van de wet, stelt hij dit vast door een beslissing. In dit geval kan de Dienst, indien de aanmeldende partijen daarom schriftelijk verzoeken, naargelang van de omstandigheden en onverminderd § 2, de aanmelding behandelen als een verzoek om een negatieve verklaring in de zin van artikel 6 van de wet of als een aanmelding met het oog op het verkrijgen van een vrijstelling in de zin van artikel 7 van dezelfde wet.

§ 2. In de bij § 1, tweede volzin, van dit artikel, bedoelde gevallen kan de Dienst eisen dat de in de aanmelding verstrekte gegevens binnen een door hem vastgestelde passende termijn worden aangevuld, in zoverre dit noodzakelijk is om de betrokken operatie op grond van bovengenoemde bepalingen te kunnen beoordelen. Indien de Dienst binnen de vastgestelde termijn de aanvullende gegevens ontvangt, wordt het verzoek of de aanmelding geacht vanaf de datum van de oorspronkelijke aanmelding aan deze bepalingen te voldoen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop de wet in werking treedt.

Art. 8. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

[C — 15061]

Annexe

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
Service de la concurrence  
rue J.A. De Mot 24-26  
B — 1040 BRUXELLES

FORMULAIRE CONC C/C-1 RELATIF A LA NOTIFICATION D'UNE CONCENTRATION  
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 12 DE LA LOI DU 5 AOÛT 1991  
SUR LA PROTECTION DE LA CONCURRENCE ÉCONOMIQUE

A. Introduction

Le présent formulaire précise l'information que doivent fournir l'entreprise ou les entreprises lorsqu'elles notifient une concentration au Service de la concurrence. Les notions d'« entreprise » et de « concentration » sont définies aux articles 1er et 9 de la loi du 5 août 1991.

Veillez prendre note de ce qui suit :

a) Toutes les informations demandées dans le présent formulaire doivent être fournies. Toutefois, si, de bonne foi, vous n'êtes pas en mesure d'apporter une réponse à une question ou si vous ne pouvez apporter qu'une réponse limitée, sur la base de l'information disponible, veuillez l'indiquer et en préciser les raisons.

En application de l'article 5, § 4 du présent arrêté royal, vous pouvez demander au Service de la concurrence à être dispensé de l'obligation de fournir une information particulière, demandée dans le présent formulaire, qui n'apparaît pas nécessaire pour l'examen de votre notification.

b) Si vous n'avez pas répondu de manière complète à toutes les sections et n'avez pas indiqué de motif valable pour ne pas avoir répondu à toutes les questions (comme par exemple le fait que des informations relatives à une société faisant l'objet d'une offre inamicale ne sont pas disponibles), la notification sera considérée comme incomplète et ne prendra effet qu'à la date à laquelle toutes les informations auront été reçues. Le formulaire sera considéré comme incomplet si les informations fournies sont inexacts ou dénaturés.

c) La fourniture, de propos délibéré ou par négligence, d'informations inexacts ou dénaturés peut être sanctionnée par une amende.

d) Les informations demandées dans le présent formulaire doivent, en principe, être suffisantes pour permettre l'examen de votre notification; toutefois, si cela s'avère nécessaire, des informations complémentaires pourront vous être demandées ultérieurement.

e) Afin de vous permettre de remplir correctement le présent formulaire, il vous est conseillé, préalablement à son introduction, de prendre officieusement contact avec le Service de la concurrence.

B. Obligation de notifier

La notification d'une opération de concentration n'est obligatoire que si les conditions de l'article 11 de la loi sont remplies, à savoir lorsque les entreprises concernées totalisent ensemble un chiffre d'affaires, déterminé selon les critères visés à l'article 46 de la loi, de plus d'un milliard de francs et contrôlent ensemble plus de 20 % du marché concerné (1).

C. Qui doit notifier et quand ?

Dans le cas d'une fusion au sens de l'article 9, paragraphe 1, point a) de la loi ou dans le cas de l'acquisition du contrôle en commun d'une entreprise au sens de l'article 9, paragraphe 1, point b) de la loi, toutes les parties à la concentration ou acquérant le contrôle en commun selon le cas, doivent présenter la notification conjointement.

Les concentrations qui font l'objet d'un accord doivent être notifiées par les intéressés agissant conjointement; dans les autres cas, la notification doit être présentée par l'intéressé qui a réalisé la concentration.

Chaque partie qui remplit la notification est responsable de l'exactitude des informations qu'elle contient.

Pour les besoins du présent formulaire, les « parties à la concentration », ci-après dénommées « les parties », englobent l'entreprise dans laquelle est acquise une participation de contrôle ou qui fait l'objet d'une offre publique d'achat ou d'échange.

La concentration doit être notifiée dans un délai d'une semaine à compter de la conclusion de l'accord, de la publication de l'offre d'achat ou d'échange, ou de l'acquisition d'une participation de contrôle. Le délai commence à compter de la survenance du premier des événements cités ci-avant. L'absence de respect du délai d'une semaine entraîne la non-application des délais fixés à l'article 33 de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

D. Documents à joindre à la notification

Une fois remplie, la notification doit être accompagnée des documents suivants:

a) des copies des versions définitives, ou les plus récentes, de tout document faisant état de l'intention de réaliser la concentration, que ce soit par le biais d'un accord entre les parties concernées, par l'acquisition d'une participation de contrôle ou par une offre publique d'achat ou d'échange;

b) dans le cas d'une offre publique d'achat ou d'échange, une copie du prospectus de l'offre. Si celui-ci n'est pas disponible au moment de la notification, il doit être remis dès que possible et au plus tard lorsqu'il est adressé aux actionnaires;

c) un exemplaire des statuts des parties à la concentration;

(1) La notion de marché concerné est définie à la section 5.

d) des copies des rapports et comptes annuels les plus récents de toutes les parties à la concentration (y compris des sociétés-mères);

e) des copies des rapports ou analyses élaborés aux fins de la concentration et d'ou ont été tirées les données utilisées pour fournir l'information requise conformément aux sections 5 et 6;

f) un document émanant du conseil d'entreprise de chacune des parties qui effectuent la notification et attestant que le conseil d'entreprise a été informé de l'opération conformément à la réglementation en matière d'informations à fournir aux conseils d'entreprise;

g) une liste et une brève description du contenu de l'ensemble des analyses, rapports, études et enquêtes élaborés par ou pour l'une quelconque des parties à la notification afin d'évaluer ou d'analyser le projet de concentration en ce qui concerne les conditions de concurrence, les concurrents (réels et potentiels) et la situation du marché. Chaque élément de la liste doit préciser le nom et la fonction de l'auteur.

#### E. Procédure à suivre pour la notification

La notification est soumise aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Si l'entreprise n'est pas établie en Belgique, la notification doit être rédigée dans une des langues nationales.

L'information demandée dans le présent formulaire doit être présentée en se référant aux numéros des sections et des paragraphes du formulaire.

Les documents qui l'accompagnent doivent être remis dans la langue originale. Si celle-ci n'est pas une des langues nationales ou l'anglais, ils doivent être traduits dans la langue de la notification. Si le Service ou le Conseil l'estime nécessaire, la traduction de tout ou partie des documents fournis en anglais pourra être exigée des parties notifiantes.

Ces documents peuvent être des originaux ou des copies. Dans ce dernier cas, la partie qui notifie doit attester qu'ils sont véridiques et complets.

Toutes les données financières exigées dans la section 2.5 ci-après et présentées dans le formulaire de notification à l'exclusion des annexes doivent être réexprimées en FB sur base des taux de conversion moyens, déterminés par la Banque Nationale, des années en question ou de toute autre période concernée.

Huit copies de chaque notification et de tous les documents annexes doivent être remises. La notification doit être adressée (par envoi recommandé) ou être déposée de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h — au

Service de la concurrence  
Ministère des Affaires économiques  
rue J.A. De Mot, 24-26  
B — 1040 BRUXELLES

Les parties qui effectuent la notification reçoivent un accusé de réception avec la date de réception et le numéro de référence de leur dossier auprès du Service de la concurrence.

#### F. Secret

Conformément à la loi du 5 août 1991, toute personne habilitée à prendre connaissance de documents ou de renseignements reçus en application de cette loi est tenue de ne pas les utiliser ou les divulguer à des fins autres que celles prévues par cette loi. Ce principe doit également s'appliquer pour garantir la confidentialité entre les parties qui effectuent la notification.

Si vous estimez que vos intérêts seraient lésés si certaines des informations que vous êtes invités à fournir devaient être publiées ou divulguées d'une autre manière aux autres parties, veuillez fournir cette information séparément, chaque page devant clairement être marquée « secret d'affaires ». Veuillez en outre indiquer les raisons pour lesquelles ces informations ne doivent pas être divulguées ou publiées.

Dans le cas des fusions ou acquisitions en commun, ou lorsque la notification est remplie par plus d'une des parties, les secrets d'affaires peuvent être remis sous enveloppe séparée et mentionnés dans le formulaire de notification. Dans ce cas, la notification sera considérée comme valable à la réception de la totalité des annexes.

#### G. Note complémentaire

Toutes les références contenues dans le présent formulaire renvoient aux articles et paragraphes de la loi du 5 août 1991 ou de l'arrêté royal du 23 mars 1993 relatif à la notification des concentrations d'entreprises visée à l'article 12 de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

### SECTION 1re

#### Renseignements généraux concernant les entreprises

##### 1.1. Informations sur la ou les parties qui effectuent la notification

Veillez donner les renseignements suivants:

- 1.1.1. nom, adresse et forme juridique de l'entreprise;
- 1.1.2. nature (aussi précise que possible) de l'activité de l'entreprise;
- 1.1.3. nom, adresse, téléphone, télécopie et fonction de la personne à contacter.

##### 1.2. Informations sur les autres parties à la concentration (2) (3).

Pour chaque partie à la concentration (exception faite de celle qui effectue la notification), veuillez donner les renseignements suivants:

- 1.2.1. nom, adresse et forme juridique de l'entreprise;
- 1.2.2. nature (aussi précise que possible) de l'activité de l'entreprise;
- 1.2.3. nom, adresse, téléphone, télécopie et fonction de la personne à contacter.

##### 1.3. Adresse en Belgique

Veillez indiquer une adresse en Belgique à laquelle toutes les communications peuvent être adressées et les documents remis, conformément à l'article 2, § 4 de l'arrêté royal.

##### 1.4. Désignation de représentants

L'article 2, paragraphe 2 de l'arrêté royal dispose que, lorsque les notifications sont signées par des représentants de personnes physiques ou morales, ces représentants doivent présenter un mandat écrit attestant leur pouvoir de représentation. Cette autorisation écrite doit accompagner la notification.

(2) La notion de concentration est définie à l'article 9 de la loi.

(3) Il s'agit de la société cible dans le cas d'une offre d'achat inamicale, auquel cas les informations requises doivent être fournies dans toute la mesure du possible.

Veillez fournir les renseignements suivants:

- 1.4.1. nom du représentant;
- 1.4.2. nom de l'entreprise représentée;
- 1.4.3. adresse du représentant;
- 1.4.4. nom de la personne à contacter (et adresse si elle diffère de celle qui est indiquée au point 1.4.3),
- 1.4.5. téléphone et télécopie;
- 1.4.6. en cas de notification en commun, la même preuve et les mêmes renseignements doivent être fournis.
- 1.5. Si la concentration comprend une ou plusieurs entreprises publiques, veuillez indiquer de quel(s) ensemble(s) économique(s) doté(s) d'un pouvoir de décision autonome elle(s) fait ou font partie.

## SECTION 2

### Renseignements concernant la concentration

- 2.1. A quelle date est survenu l'événement ouvrant le délai au cours duquel la concentration doit être notifiée au Service de la concurrence (4)?
- 2.2. Veuillez décrire brièvement la nature de la concentration qui fait l'objet de la notification en précisant.
  - si la concentration envisagée est une véritable fusion sur le plan juridique, une acquisition, une entreprise commune constituant une concentration (5) ou si elle résulte d'un contrat ou d'un autre moyen de contrôle direct ou indirect au sens de l'article 9, § 3 de la loi;
  - si la concentration porte sur l'ensemble ou sur des parties des entreprises en cause;
  - si une offre publique d'achat ou d'échange faite par une partie pour les titres d'une autre partie a l'aval des organes de surveillance ou de gestion de cette dernière ou d'autres organes représentant légalement cette partie
- 2.3. Veuillez indiquer les secteurs économiques concernés par la concentration.
- 2.4. Veuillez donner une brève explication des aspects économiques et financiers de la concentration en fournissant, le cas échéant, des informations sur les points suivants:
  - toute aide financière ou autre regue de quelque source que ce soit (autorités publiques incluses) par l'une des parties, ainsi que la nature et le montant de cette aide;
  - la date envisagée ou prévisible de tout événement important destiné à réaliser la concentration;
  - la structure de propriété et de contrôle proposée après la réalisation de la concentration;
  - le but de la concentration.
- 2.5. Pour chacune des parties concernées, la partie qui effectue la notification doit fournir les données suivantes pour les cinq derniers exercices:
  - 2.5.1. le chiffre d'affaires réalisé en Belgique (6);
  - 2.5.2. le chiffre d'affaires réalisé au niveau mondial (6);
  - 2.5.3. les bénéfices avant impôts au niveau belge et au niveau mondial (7);
  - 2.5.4. les effectifs en personnel au niveau belge et au niveau mondial (8).

## SECTION 3

### Propriété et contrôle (9)

Veillez, pour chacune des parties, fournir une liste complète de toutes les entreprises qui font partie du même groupe. Cette liste doit comprendre:

- 3.1. toutes les entreprises contrôlées par les parties, directement ou indirectement, au sens de l'article 9, § 3 de la loi;
- 3.2. toutes les entreprises ou personnes qui contrôlent les parties, directement ou indirectement, au sens de l'article 9, § 3 de la loi;
- 3.3. pour chaque entreprise ou personne indiquée au point 3.2, une liste complète de toutes les entreprises qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article 9, § 3 de la loi.

Pour chaque entreprise figurant sur la liste, veuillez spécifier la nature et le moyen du contrôle

3.4. Veuillez donner des précisions sur les acquisitions faites au cours des cinq dernières années par les groupes indiqués ci-dessus d'entreprises opérant sur les marchés affectés suivant la définition de la section 5

Les informations demandées dans la présente section peuvent être illustrées par des schémas ou diagrammes permettant de mieux comprendre la structure de propriété ou de contrôle des entreprises, telle qu'elle se présente avant la concentration.

## SECTION 4

### Liens personnels et financiers

Pour chaque entreprise ou partie indiquée en réponse à la section 3, veuillez fournir:

- 4.1. une liste de toutes les autres entreprises qui opèrent sur les marchés affectés (la notion de marché affecté est définie à la section 5), dans lesquelles les entreprises du groupe détiennent individuellement ou collectivement 10 % ou plus des droits de vote ou du capital souscrit, en indiquant dans chaque cas le pourcentage détenu.

(4) Cf. l'article 12, § 1er de la loi.

(5) Cf. l'article 9, § 2, alinéa 2, de la loi.

(6) Pour la définition du chiffre d'affaires, voir l'article 46 de la loi et noter les dispositions particulières applicables aux banques, aux établissements de crédit et autres établissements financiers et aux entreprises d'assurance. Pour les banques, les entreprises d'assurance, les établissements de crédit et autres établissements financiers, les résidents belges sont définis comme étant les personnes physiques ou morales ayant leur résidence en Belgique, conformément à la législation belge. La résidence de sociétés clientes est celle du pays dans lequel ces sociétés ont leur siège social.

(7) Les « bénéfices avant impôts » désignent les bénéfices réalisés dans le cadre des activités ordinaires avant paiement des impôts sur le résultat.

(8) Les effectifs comprennent toutes les personnes employées par l'entreprise qui ont un contrat de travail et perçoivent une rémunération.

(9) Voir article 9, paragraphes 3 à 5 de la loi

4.2 une liste de toutes les autres entreprises qui opèrent sur les marchés affectés, dans lesquelles les personnes indiquées en réponse à la section 3 détiennent 10 % ou plus des droits de vote ou du capital souscrit, en précisant dans chaque cas le pourcentage déteru;

4.3. pour chaque entreprise, une liste des membres de leurs organes de direction qui sont également membres d'organes de direction ou de surveillance de toute autre entreprise qui opère sur les marchés affectés.

Pour chaque entreprise, lorsqu'il y a lieu, une liste des membres de leurs organes de surveillance qui sont également membres d'organes de direction de toute entreprise qui opère sur les marchés affectés.

Dans chaque cas il y a lieu de préciser le nom de l'autre entreprise et la fonction y exercée.

Les informations fournies dans cette section peuvent être illustrées par tous schémas ou diagrammes utiles à une meilleure compréhension.

## SECTION 5

### Informations relatives aux marchés concernés visés à l'article 11 de la loi

La partie qui présente la notification doit fournir les informations requises en se rapportant aux définitions suivantes

#### MARCHE DE PRODUITS CONCERNE

Un marché de produits concerné comprend tous les produits et/ou services que le consommateur considère comme interchangeable ou substituables en raison de leurs caractéristiques, de leur prix et de l'usage auquel ils sont destinés

Un marché de produits concerné peut, dans certains cas, se composer d'un certain nombre de groupes de produits. On entend par groupe de produits un produit ou un petit groupe de produits qui présentent en gros des caractéristiques physiques ou techniques identiques et sont totalement interchangeables. La différence entre les produits du groupe est faible et ne tient généralement qu'à une question de marque et/ou d'image. Le marché de produits concerné correspond en général à la classification utilisée par l'entreprise dans ses opérations commerciales.

#### MARCHE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Un marché géographique concerné comprend le territoire à l'intérieur de la Belgique sur lequel les entreprises concernées interviennent dans l'offre et la demande de biens et de services. Ce territoire, sur lequel les conditions de concurrence sont suffisamment homogènes, sera celui de l'ensemble de la Belgique si les produits font l'objet d'offres et de demandes sur tout le territoire national. Il sera plus limité que le territoire national notamment lorsque la nature et les propriétés du produit concerné, par exemple un coût de transport élevé par rapport à la valeur du produit, en réduisent la mobilité.

Les facteurs pertinents pour la délimitation d'un marché géographique sont la nature et les caractéristiques des produits ou des services concernés, l'existence de barrières à l'entrée, l'existence de préférences des consommateurs, des différences appréciables de parts de marché entre zones voisines ou des écarts de prix substantiels.

#### MARCHE CONCERNE

Par « marché concerné », on entend un marché de produits concerné ou un groupe de produits, sur un marché géographique concerné.

#### MARCHE AFFECTE

Par « marché affecté », on entend un marché concerné, où :

a) deux ou plusieurs parties à la concentration (y compris les entreprises appartenant au même groupe suivant la définition de la section 3) exercent des activités sur le même marché de produits ou dans le même groupe de produits et lorsque la concentration entraîne une part de marché combinée de plus de 20 % (ce sont des relations horizontales)

ou

b) l'une quelconque des parties concernées (y compris les entreprises appartenant au même groupe suivant la définition de la section 3) exerce des activités sur un marché de produits situé en amont ou en aval par rapport à un marché de produits ou un groupe de produits dans lequel une autre partie exerce son activité, lorsque l'une des parts de marché est supérieure à 20 %, qu'il y ait ou non une relation de fournisseur-client entre les parties en cause (ce sont des relations verticales)

ou

c) l'une quelconque des parties concernées (y compris les entreprises appartenant au même groupe suivant la définition de la section 3), même en l'absence de relation horizontale ou verticale, détient une part de marché de plus de 20 % d'un marché de produits ou d'un groupe de produits (aspect congloméral).

#### I Explication concernant les marchés de produits affectés

5.1 Veuillez décrire de manière précise chaque marché de produits affecté et expliquer pourquoi les produits et ou services de ces marchés sont inclus dans la définition desdits marchés en raison de leurs caractéristiques, de leur prix et de l'usage auquel ils sont destinés, et pourquoi d'autres en sont exclus.

5.2 Veuillez donner la liste des différentes catégories de produits définis à l'intérieur de votre entreprise à des fins de commercialisation qui relèvent de chacun des marchés de produits affectés décrits au point 5.1.

#### II Données relatives aux marchés affectés

Remarque : dans l'hypothèse d'un conglomérat visé au point c (supra), seules les données relatives aux points 5.3 à 5.5 sont à communiquer.

En ce qui concerne chaque marché de produits affecté et, s'ils diffèrent, chaque groupe de produits, veuillez fournir pour chacun des cinq derniers exercices, sur le marché belge ou sur une partie substantielle de celui-ci et, le cas échéant, pour chaque marché géographique concerné, les données suivantes :

5.3 une estimation de la valeur du marché et, le cas échéant, du volume (par exemple, en unités expédiées ou livrées) du marché (10). Veuillez inclure les statistiques dont vous disposez et qui sont établies par d'autres sources pour illustrer vos réponses. Veuillez fournir une prévision de l'évolution de la demande sur les marchés affectés

<sup>1</sup> leur et le volume d'un marché doivent donner la production, augmentée des importations et diminuée des exportations, pour le marché géographique concerné

5.4. le chiffre d'affaires de chacun des groupes auxquels appartiennent les parties (selon la définition de la section 3), ainsi que celui de chacune des entreprises qui les composent;

5.5. la part de marché de chacun des groupes auxquels les parties appartiennent, ainsi que celle de chacune des entreprises qui les composent;

5.6. une estimation de la part de marché (en valeur et, le cas échéant, en volume) de tous les concurrents qui détiennent au moins 5 % du marché géographique concerné. Veuillez donner le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et de télécopie de ces entreprises;

5.7. une estimation de la valeur (et, le cas échéant, du volume) et de la provenance des importations dans le marché géographique concerné;

5.8. la part de ces importations qui provient d'entreprises des groupes auxquels appartiennent les parties;

5.9. une estimation des obstacles que les entraves tarifaires et non tarifaires aux échanges représentent pour ces importations.

## SECTION 6

### Conditions générales sur les marchés affectés

Les informations suivantes doivent être fournies au sujet des marchés de produits affectés et, s'ils diffèrent, au sujet des groupes de produits :

#### DONNEES CONCERNANT L'ENTREE SUR LE MARCHÉ (11)

6.1. Au cours des cinq dernières années (ou une période plus longue si ceci paraît plus approprié), y a-t-il eu une entrée importante sur ces marchés en Belgique? Dans l'affirmative, veuillez donner des renseignements sur ces entreprises en évaluant la part de marché qu'elles détiennent actuellement.

6.2. De l'avis de la partie qui effectue la notification, y a-t-il des entreprises (y compris celles qui exercent leurs activités uniquement sur les marchés étrangers) qui pourraient entrer sur ces marchés? Dans l'affirmative, veuillez donner des renseignements sur ces entreprises.

6.3. De l'avis de la partie qui présente la notification, quel est le degré de probabilité d'une entrée importante sur ces marchés au cours des cinq prochaines années?

#### FACTEURS QUI INFLUENCENT L'ENTREE SUR LE MARCHÉ (11)

6.4. Veuillez décrire les divers facteurs qui influencent l'entrée sur les marchés affectés existant en l'espèce, en examinant cette entrée tant sur le plan géographique que sur le plan des produits. Pour ce faire, veuillez tenir compte, lorsqu'il y a lieu, des points suivants:

— le coût total de l'entrée sur le marché (capitaux, promotion, publicité, systèmes de distribution nécessaires, service après-vente, etc.) d'une entreprise d'une taille équivalant à celle d'un concurrent viable et important, avec indication de la part de marché qu'aurait ce concurrent;

— dans quelle mesure l'entrée sur les marchés est-elle influencée par la nécessité d'obtenir une autorisation des pouvoirs publics ou par l'existence de normes, quelles qu'elles soient? Y a-t-il des contrôles légaux ou réglementaires à l'entrée sur ces marchés?

— dans quelle mesure l'entrée sur ces marchés est-elle influencée par la disponibilité de matières premières?

— dans quelle mesure l'entrée sur le marché est-elle influencée par la durée des contrats conclus entre une entreprise et des fournisseurs et/ou ses clients?

— veuillez préciser l'importance des licences de brevet, de savoir-faire et d'autres droits sur ces marchés.

#### INTEGRATION VERTICALE

6.5. Veuillez décrire la nature et le degré d'intégration verticale de chacune des parties à la concentration.

#### RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

6.6. Veuillez préciser en détail l'importance de la recherche et du développement dans la capacité d'une société opérant sur le marché affecté de soutenir la concurrence à long terme. Veuillez expliquer la nature des travaux de recherche et de développement sur les marchés affectés réalisés par les entreprises parties à la concentration. Pour ce faire, veuillez tenir compte, lorsqu'il y a lieu, des points suivants :

— l'intensité de la recherche et du développement (12) pour ces marchés et pour les parties concernées;

— l'évolution de la technologie sur ces marchés pendant une période d'une durée appropriée. La description doit porter sur les produits et/ou services, les procédés de fabrication, les systèmes de distribution, etc., ou sur tout autre point utile;

— les principales innovations apparues sur ces marchés pendant la période considérée et préciser les entreprises qui sont à l'origine de ces innovations;

— le cycle d'innovation sur ces marchés. Selon la partie qui présente la notification, où se situent les parties concernées dans ce cycle d'innovation?

— veuillez préciser si les parties concernées sont donneurs ou preneurs de licences de brevets, de savoir-faire et d'autres droits sur les marchés affectés.

#### RESEAUX DE DISTRIBUTION ET DE SERVICE APRES-VENTE

6.7. Veuillez décrire les canaux de distribution et les réseaux de service après-vente qui existent sur les marchés affectés. Pour ce faire, veuillez tenir compte des points repris ci-après et, le cas échéant, y répondre et/ou vous y référer directement:

— les systèmes de distribution existants et leur importance sur ces marchés. Dans quelle mesure la distribution est-elle assurée par des tiers et/ou par des entreprises appartenant au même groupe que les parties concernées, suivant la définition de la section 3?

— les réseaux de service après-vente existants (par exemple, les services d'entretien et la réparation) et leur importance sur ces marchés. Dans quelle mesure ces services sont-ils assurés par des tiers et/ou par des entreprises appartenant au même groupe que les parties suivant la définition de la section 3?

(11) L'entrée sur le marché vise aussi bien l'entrée par le biais d'une production en Belgique que par le biais d'une importation.

(12) L'intensité de recherche et de développement se définit par les dépenses de recherche et de développement par rapport au chiffre d'affaires.

**ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL**

6.8. Veuillez fournir des précisions (nom, adresse et personnes à contacter) sur les cinq principaux fournisseurs des parties à la concentration, ainsi que sur la part de chacun d'entre eux dans les achats de ces parties.

6.9. Veuillez fournir des précisions (nom, adresse et personnes à contacter) sur les cinq principaux clients des parties à la concentration, ainsi que sur la part de chacun d'entre eux dans les achats de ces parties.

6.10. Veuillez exposer la structure de l'offre et de la demande sur les marchés affectés. Ces explications doivent permettre au Conseil de mieux apprécier l'environnement concurrentiel dans lequel les parties exercent leurs activités. Pour ce faire, veuillez tenir compte des points suivants et, le cas échéant, y répondre et/ou vous y référer directement:

— les différentes phases que traversent les marchés, par exemple : décollage, expansion, maturité et déclin. De l'avis de la partie qui présente la notification, dans quelle phase se trouvent les produits concernés?

— la structure de l'offre en donnant des précisions sur les différentes catégories identifiables qui constituent l'offre et en décrivant le « fournisseur type » de chaque catégorie;

— la structure de la demande en précisant les différents groupes identifiables qui constituent la demande et en décrivant le « client type » de chaque groupe;

— selon la partie qui présente la notification, les pouvoirs, organismes ou entreprises publics, ou des instances similaires, tiennent-ils une place importante dans l'offre ou la demande? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions sur cette participation;

— la capacité de production totale au niveau belge pour les trois dernières années. Pendant cette période, quelle proportion de cette capacité les parties ont-elles représentée et quel a été le taux d'utilisation de leur capacité?

**ACCORDS DE COOPERATION**

6.11. Dans quelle mesure des accords de coopération (horizontaux et/ou verticaux) existent-ils sur les marchés affectés ?

6.12. Veuillez donner des précisions sur les accords de coopération les plus importants conclus par les parties sur les marchés affectés, comme accords de licence, accords de recherche et de développement, de spécialisation, de distribution, de fourniture à long terme et d'échange d'informations.

**ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

6.13. Veuillez donner la liste des noms et adresses des principales associations professionnelles sur les marchés affectés.

**LE CONTEXTE INTERNATIONAL**

6.14. Veuillez décrire le contexte international dans lequel s'inscrit le projet de concentration en indiquant la position des parties sur ce marché.

**SECTION 7****Motifs de l'exemption au titre de l'article 10, § 3 de la loi**

Si vous notifiez la concentration en vue d'obtenir une exemption en application de l'article 10, § 3 de la loi, veuillez exposer en quoi :

7.1. la concentration contribue à améliorer la production ou la distribution et/ou à promouvoir le progrès technique ou économique et/ou à améliorer la structure de la concurrence à l'intérieur du marché;

7.2. la concentration respecte l'intérêt économique général et celui des consommateurs et améliore la compétitivité des secteurs concernés au regard de la concurrence internationale;

7.3. toutes les dispositions restrictives de la concentration sont indispensables pour la réalisation de cette dernière;

7.4. la concentration n'élimine pas la concurrence pour une partie substantielle des produits ou services concernés.

**SECTION 8****Questions générales**

8.1. Veuillez indiquer de quelle façon le projet de concentration est susceptible d'affecter les intérêts des consommateurs intermédiaires et finals, ainsi que l'évolution du progrès technique.

8.2. Au cas où le Conseil décide que l'opération notifiée ne constitue pas une concentration au sens de l'article 9 de la loi, souhaitez-vous qu'elle soit considérée comme une demande d'attestation négative au sens de l'article 6 de la loi ou comme une notification telle que prévue à l'article 7 de la loi, comme cela est prévu à l'article 6, § 1er de l'arrêté royal?

**SECTION 9****Déclaration**

La notification doit être conclue par la déclaration suivante, qui doit être signée par ou au nom de toutes les parties à la notification :

Les soussignés déclarent que les informations fournies dans la présente notification sont sincères et véritables, que toutes les estimations sont indiquées comme telles et constituent l'estimation la meilleure des faits en cause et que tous les avis exprimés sont sincères.

Ils connaissent les dispositions de l'article 37, § 1 de la loi du 5 août 1991.



Les soussignés s'engagent à informer le Service de la concurrence et le Conseil de la concurrence, tant que ce dernier n'a pas rendu une décision sur l'admissibilité de la concentration, de toute mesure liée à la concentration que les parties viendraient à prendre.

Lieu et date :

Signature et qualité :

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
M. WATHELET

Bijlage

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN  
Dienst voor de Mededinging  
J.A. De Motstraat 24-28  
B — 1040 BRUSSEL

FORMULIER CONC C/C — 1 BETREFFENDE DE AANMELDING VAN EEN CONCENTRATIE  
OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 12 VAN DE WET VAN 5 AUGUSTUS 1991  
TOT BESCHERMING VAN DE ECONOMISCHE MEDEDINGING

A. Inleiding

In dit formulier wordt een overzicht gegeven van de inlichtingen die door een onderneming of ondernemingen moeten worden verstrekt wanneer zij een concentratie aanmelden bij de Dienst voor de Mededinging. De begrippen « onderneming » en « concentratie » worden gedefinieerd in de artikelen 1 en 9 van de wet van 5 augustus 1991.

Met name kan worden opgemerkt dat :

a) alle in dit formulier gevraagde inlichtingen verstrekt moeten worden. Indien U echter te goeder trouw niet in staat bent een antwoord op een vraag te geven of op grond van de beschikbare inlichtingen slechts een gedeeltelijk antwoord kunt geven, vermeld dit dan met opgave van redenen. Overeenkomstig artikel 5, § 4, van dit koninklijk besluit, kan U de Dienst voor de Mededinging verzoeken ontheven te worden van de verplichting een bepaalde inlichting te verstrekken, die in dit formulier gevraagd wordt en die niet onontbeerlijk is voor het onderzoek van de aanmelding;

b) tenzij alle afdelingen volledig zijn ingevuld of goede redenen zijn aangegeven waarom het niet mogelijk was onbeantwoorde vragen te beantwoorden (bij voorbeeld omdat geen informatie beschikbaar is over een doelonderneming gedurende een bestreden aanbod), deze aanmelding onvolledig zal zijn en slechts rechtsgevolgen zal hebben vanaf het tijdstip waarop alle inlichtingen zijn ontvangen. De aanmelding zal geacht worden onvolledig te zijn als onjuiste of misleidende inlichtingen zijn verstrekt;

c) indien doelbewust of door onachtzaamheid onjuiste of misleidende inlichtingen zijn verstrekt, dit ertoe kan leiden dat U een geldboete wordt opgelegd;

d) de in dit formulier gevraagde inlichtingen in principe voldoende moeten zijn om een onderzoek van de aanmelding mogelijk te maken; indien zulks nodig blijkt, kunnen achteraf nog bijkomende inlichtingen gevraagd worden;

e) het u aangewezen is, teneinde dit formulier op juiste wijze in te vullen, officieus contact op te nemen met de Dienst voor de Mededinging vooraleer het formulier in te dienen.

B. Verplichting tot aanmelding

De aanmelding van een concentratie is enkel verplicht wanneer de voorwaarden van artikel 11 van de wet zijn vervuld, nl. wanneer de betrokken ondernemingen samen een omzet, bepaald volgens de in artikel 46 van de wet bedoelde criteria, van meer dan één miljard frank totaliseren en samen meer dan 20 % van de betrokken markt controleren (1).

C. Wie moet de aanmelding verrichten, en wanneer ?

In geval van een fusie in de zin van artikel 9, § 1, onder a), van de wet of van het verkrijgen van gezamenlijke zeggenschap in een onderneming in de zin van artikel 9, § 1, onder b), van de wet, moeten naargelang van het geval de partijen bij de fusie of degenen die gezamenlijke zeggenschap verkrijgen, gezamenlijk de aanmelding verrichten.

De concentraties die in een overeenkomst zijn vastgelegd moeten worden aangemeld door de samen handelende betrokkenen; in de andere gevallen moet de aanmelding plaatsvinden door de betrokkene die de concentratie heeft verwezenlijkt.

(1) Het begrip « betrokken markt » wordt gedefinieerd in afdeling 5.

Elke partij die de aanmelding verricht, is verantwoordelijk voor de juistheid van de daarbij verstrekte informatie.

Voor de doeleinden van dit formulier is bij « de partijen bij de concentratie » (« de partijen ») inbegrepen de onderneming waarover zeggenschap wordt verworven of die voorwerp is van een openbaar aanbod tot aankoop of ruil.

De concentratie moet worden aangemeld binnen een termijn van één week na het sluiten van de overeenkomst, de openbaarmaking van het aanbod tot aankoop of ruil, of de verwerving van één zeggenschapsdeelneming. De termijn vangt aan zodra het eerste van de bovenvermelde feiten zich voordoet. Het niet-naleven van de termijn van een week leidt tot het niet-toepassen van de in artikel 33 van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging bepaalde termijnen.

#### D. Bijlagen bij de aanmelding

De ingevulde aanmelding moet vergezeld gaan van:

a) afschriften van de definitieve of meest recente versies van alle documenten waaruit het voornemen blijkt de concentratie tot stand te brengen, of het nu gaat om een overeenkomst tussen de betrokken partijen, om verwerving van zeggenschap of om een openbaar aanbod tot aankoop of ruil;

b) ingeval van een openbaar aanbod tot aankoop of ruil, een afschrift van de aanbiedingsprospectus. Indien deze ten tijde van de aanmelding niet beschikbaar is, moet dit document zo spoedig mogelijk worden ingediend en niet later dan wanneer het aan de aandeelhouders wordt gezonden;

c) een exemplaar van de statuten van de partijen bij de concentratie;

d) afschriften van de meest recente jaarverslagen en jaarrekeningen van alle partijen bij de concentratie (met inbegrip van de moedermaatschappijen);

e) afschriften van rapporten of analyses die worden opgesteld voor de doeleinden van de concentratie en waaraan gegevens zijn ontleend voor het verstrekken van de in de afdelingen 5 en 6 verlangde inlichtingen;

f) een document uitgaande van de ondernemingsraad van elk der aanmeldende partijen en waaruit blijkt dat de ondernemingsraad werd ingelicht over de operatie, overeenkomstig de reglementering inzake de inlichtingen die moeten worden verstrekt aan de ondernemingsraad;

g) een lijst en korte inhoudsbeschrijving van alle analyses, rapporten, studies en onderzoeken die worden opgesteld door of voor één of meer van de aanmeldende partijen met het doel de beoogde concentratie te beoordelen of te analyseren uit het oogpunt van concurrentievoorwaarden, concurrenten (feitelijke en potentiële) en marktomstandigheden. Bij elk in de lijst genoemd document moet de naam en functie van de auteur worden vermeld.

#### E. Procedure voor de aanmelding

Voor de aanmelding moeten de bepalingen van de wetten inzake het administratief taalgebruik worden nageleefd, gecoördineerd op 18 juli 1966. Indien de onderneming niet in België gevestigd is, wordt de aanmelding opgesteld in één van de landstalen.

Bij de verstrekking van de in dit formulier gevraagde inlichtingen moeten de nummers van de afdelingen en de paragrafen van het formulier gevolgd worden.

De bijhorende stukken worden in de oorspronkelijke taal overgelegd. Indien deze niet één van de landstalen of het Engels is, wordt een vertaling in de taal van de aanmelding bijgevoegd. Indien de Dienst of de Raad het noodzakelijk acht, zal van de aanmeldende partijen een vertaling van alle of van een deel van de documenten die in het Engels worden overgelegd, kunnen worden geëist.

De stukken mogen originelen of afschriften zijn. In het laatste geval moet de aanmeldende partij verklaren dat zij eensluidend en volledig zijn.

Alle financiële gegevens die in afdeling 2.5. worden verlangd en die in het aanmeldingsformulier, met uitzondering van de bijlagen, worden verstrekt, moeten in Belgische frank worden omgezet met gebruikmaking van de gemiddelde wisselkoersen, vastgesteld door de Nationale Bank, voor de betrokken jaren of voor iedere andere betrokken periode.

De aanmelding en alle bijhorende stukken moeten in acht exemplaren worden ingediend. De aanmelding wordt toegezonden (bij aangetekend schrijven) aan of van 9 u. tot 12 u. en van 14 u. tot 16 u. neergelegd bij de :

Dienst voor de Mededinging  
Ministerie van Economische Zaken  
J.A. De Motstraat 24-26  
B — 1040 BRUSSEL

De aanmeldende partijen ontvangen een ontvangstbewijs met de datum van ontvangst en met het referentienummer van hun dossier bij de Dienst voor de Mededinging.

#### F. Geheimhouding

Overeenkomstig de wet van 5 augustus 1991 is elkeen die gemachtigd is kennis te nemen van de stukken of inlichtingen die hij bij de toepassing van de wet heeft ingewonnen, verplicht deze niet te gebruiken of openbaar te maken voor andere doeleinden dan de toepassing van deze wet. Ter vrijwaring van de vertrouwelijkheid geldt dit beginsel tevens tussen de partijen die de aanmelding verrichten.

Gelieve, indien U van mening bent dat uw belangen zouden geschaad worden als één of meer van de van U gevraagde inlichtingen openbaar gemaakt of anderszins aan andere partijen bekendgemaakt zouden worden, deze inlichtingen afzonderlijk in te dienen onder duidelijke vermelding op elke bladzijde van « zakengeheimen ». U dient tevens de redenen op te geven waarom deze inlichtingen niet bekend of openbaar gemaakt mogen worden.

In het geval van fusies of gezamenlijke verwervingen of in andere gevallen waarin de aanmelding door meer dan één van de partijen wordt verricht, kunnen zakengeheimen afzonderlijk worden ingediend met verwijzing daarnaar in het aanmeldingsformulier. In deze gevallen zal de aanmelding geacht worden geldig te zijn na ontvangst van al deze bijlagen.

#### G. Toelichting

De verwijzingen in dit formulier betreffen de betrokken artikelen en paragrafen van de wet van 5 augustus 1991 of van het koninklijk besluit van 23 maart 1993 betreffende het aanmelden van de concentraties van ondernemingen bedoeld in artikel 12 van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging.

## AFDELING 1

## Algemene inlichtingen betreffende de ondernemingen

## 1.1. Inlichtingen betreffende de aanmeldende partij (of partijen)

Vermeld :

- 1.1.1. naam, adres en rechtsvorm van de onderneming;
- 1.1.2. aard van de activiteiten van de onderneming (zo precies mogelijk);
- 1.1.3. naam, adres, telefoon, telefax en functie van de te contacteren persoon.

## 1.2. Inlichtingen betreffende de andere partijen bij de concentratie (2) (3).

Vermeld voor elke partij bij de concentratie (uitgezonderd de aanmeldende partij) :

- 1.2.1. naam, adres en rechtsvorm van de onderneming;
- 1.2.2. aard van de activiteiten van de onderneming (zo precies mogelijk);
- 1.2.3. naam, adres, telefoon, telefax en functie van de te contacteren persoon;

## 1.3. Adres in België

Vermeld een adres in België waaraan alle mededelingen kunnen worden gedaan en waar documenten kunnen worden afgegeven, overeenkomstig artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit.

## 1.4. Benoeming van vertegenwoordigers

Artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit bepaalt dat indien vertegenwoordigers van natuurlijke of rechtspersonen een aanmelding ondertekenen, zij een schriftelijk mandaat moeten voorleggen dat hun bevoegdheid tot vertegenwoordiging aantoont. Dit schriftelijk mandaat moet bij de aanmelding worden gevoegd.

Vermeld :

- 1.4.1. naam van de vertegenwoordiger;
  - 1.4.2. naam van de vertegenwoordigde onderneming;
  - 1.4.3. adres van de vertegenwoordiger;
  - 1.4.4. naam van de te contacteren persoon (en adres indien verschillend van 1.4.3.);
  - 1.4.5. telefoon en telefax;
  - 1.4.6. ingeval van collectieve aanmelding moeten hetzelfde bewijs en dezelfde inlichtingen verstrekt worden.
- 1.5. Indien de concentratie één of meer openbare ondernemingen omvat, vermeldt u van welk economisch geheel (of gehelen) met autonome beslissingsbevoegdheid zij deel uitmaakt (of uitmaken).

## AFDELING 2

## Gegevens inzake de concentratie

2.1. Wanneer vond het feit plaats waardoor de termijn een aanvang nam tijdens welke de concentratie moet worden aangemeld bij de Dienst voor de Mededinging ? (4)

2.2. Beschrijf beknopt de aard van de concentratie die wordt aangemeld. Vermeld daarbij :

- of de voorgenoemde concentratie een volledige fusie in rechte is, of een overname, of een concentratieve joint venture (5) of het resultaat is van een overeenkomst of van een ander middel tot rechtstreekse of onrechtstreekse zeggenschap in de zin van artikel 9, § 3, van de wet;
- of de concentratie betrekking heeft op de ondernemingen in hun geheel of op delen ervan;
- of een openbaar aanbod tot aankoop of ruil van de effecten van één partij door een andere de steun heeft van de raden van toezicht of van de raden van bestuur van de eerstgenoemde of van andere lichamen die de eerstgenoemde wettelijk vertegenwoordigen.

2.3. Noem de bedrijfstakken die bij de concentratie zijn betrokken.

2.4. Geef een beknopte uiteenzetting van de economische en financiële aspecten van de concentratie. Verschaf waar dienstig inlichtingen aangaande :

- alle financiële of andere steun uit ongeacht welke bron (inclusief overheid) aan één van de partijen en de aard en het bedrag daarvan;
- de voorgestelde of verwachte datum van belangrijke gebeurtenissen die strekken tot de voltooiing van de concentratie;
- de beoogde structuur van eigendom en zeggenschap na de voltooiing van de concentratie;
- het doel van de concentratie.

2.5. Voor elk van de partijen dient de aanmeldende partij de volgende gegevens voor de afgelopen vijf boekjaren te vermelden :

- 2.5.1. omzet in België (6);
- 2.5.2. omzet in de wereld (6);
- 2.5.3. winst vóór belastingen, gerekend over België en over de hele wereld (7);
- 2.5.4. aantal werknemers, gerekend over België en over de gehele wereld (8).

(2) Een concentratie wordt gedefinieerd in artikel 9 van de wet.

(3) Dit omvat de doelonderneming in het geval van een bestreden aanbod, in welk geval de gegevens zo volledig als mogelijk is, moeten worden verstrekt.

(4) Vgl. artikel 12, § 1, van de wet.

(5) Vgl. artikel 9, § 2, tweede lid, van de wet.

(6) Zie artikel 46 van de wet voor de definitie van omzet en de bijzondere bepalingen voor banken, kredietinstellingen en andere financiële instellingen en verzekeringsondernemingen. Voor de banken, de verzekeringsondernemingen, de kredietinstellingen en andere financiële instellingen worden ingezetenen van België gedefinieerd als natuurlijke of rechtspersonen die in België gevestigd zijn, overeenkomstig de Belgische wetgeving. De verblijfplaats van ondernemingen die klant zijn, is deze van het land waarin deze ondernemingen hun bedrijfszetel hebben.

(7) Onder « winst vóór belastingen » wordt verstaan winst op gewone activiteiten vóór belasting op winsten.

(8) Onder werknemers worden verstaan alle personen die in dienst van de onderneming zijn of die een arbeidsovereenkomst hebben en bezoldigd worden.

## AFDELING 3

## Eigendom en zeggenschap (9)

Geef voor elk van de partijen een opsomming van alle ondernemingen die tot dezelfde groep behoren. Deze opsomming moet omvatten :

3.1. alle ondernemingen waarover de partijen rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap hebben in de zin van artikel 9, § 3, van de wet;

3.2. alle ondernemingen of personen die rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap hebben over de partijen in de zin van artikel 9, § 3, van de wet;

3.3. voor elke in punt 3.2. vermelde onderneming of persoon, een volledige lijst van alle ondernemingen waarover zij rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap heeft in de zin van artikel 9, § 3, van de wet.

Voor elk van de vermelde ondernemingen dient de aard en de wijze van zeggenschap te worden aangegeven.

3.4. Geef bijzonderheden aangaande de in de afgelopen vijf jaar door bovengenoemde groepen uitgevoerde overnames van ondernemingen die actief zijn op de beïnvloede markten (deze laatste zijn gedefinieerd in afdeling 5).

De hier te vermelden gegevens kunnen toegelicht worden met schema's of diagrammen voor zover dit bijdraagt tot een beter begrip van de structuur van eigendom en zeggenschap van de ondernemingen vóór de concentratie.

## AFDELING 4

## Persoonlijke en financiële banden

Verstrek met betrekking tot elk van de in antwoord op afdeling 3 genoemde ondernemingen of personen:

4.1. een lijst van alle andere op de beïnvloede markten (beïnvloede markten worden gedefinieerd in afdeling 5) werkzame ondernemingen waarin de ondernemingen van de groep alleen of gezamenlijk 10 % of meer van de stemrechten of van het uitgegeven aandelenkapitaal bezitten; vermeld voor elk geval het desbetreffende percentage van de stemrechten of het aandelenkapitaal;

4.2. een lijst van alle andere ondernemingen die werkzaam zijn op de beïnvloede markten waarin de in antwoord op afdeling 3 vermelde personen 10 % of meer van de stemrechten of van het uitgegeven aandelenkapitaal bezitten; vermeld voor ieder van de gevallen het desbetreffende percentage van de stemrechten of het aandelenkapitaal;

4.3. voor elke onderneming een lijst van de leden van haar raad van bestuur die ook lid zijn van de raad van bestuur of de raad van toezicht van een of meer andere ondernemingen die werkzaam zijn op de beïnvloede markten, alsmede (waar van toepassing) voor elke onderneming een lijst van de leden van haar raad van toezicht die ook lid zijn van de raad van bestuur van een of meer andere ondernemingen die werkzaam zijn op de beïnvloede markten.

Vermeld voor elk geval de naam van de andere onderneming en de functie die wordt bekleed.

De hier te verstrekken gegevens kunnen toegelicht worden met grafieken of diagrammen indien dit bijdraagt tot een beter begrip.

## AFDELING 5

## Inlichtingen over de betrokken markten, bedoeld bij artikel 11 van de wet

De aanmeldende partij dient de verlangde gegevens te verstrekken, rekening houdende met de volgende definities :

## RELEVANTE PRODUKTENMARKT

Een relevante produktenmarkt omvat alle produkten en/of diensten die door de verbruiker beschouwd worden als verwisselbaar of substitueerbaar op grond van de kenmerken van de produkten, hun prijzen en het doel waarvoor zij bestemd zijn.

Een relevante produktenmarkt kan in sommige gevallen bestaan uit een aantal verschillende produkten-groepen. Een produktengroep is een produkt of een kleine groep van produkten die grotendeels dezelfde fysieke of technische kenmerken hebben en volledig verwisselbaar zijn. Het verschil tussen de produkten in de groep is klein en wordt gewoonlijk bepaald door een merk en/of imago. De relevante produktenmarkt zal gewoonlijk door de onderneming gebruikt worden bij de onderverdeling van haar verkoopactiviteiten.

## RELEVANTE GEOGRAFISCHE MARKT

De relevante geografische markt omvat het gebied in België waarop de betrokken ondernemingen tussenkomen in de vraag en het aanbod van goederen en diensten. Dit gebied, waar de mededingingsvoorwaarden voldoende homogeen zijn, beslaat heel België indien de produkten over het ganse land worden aangeboden en gevraagd. Het is kleiner dan het nationale grondgebied, wanneer de mobiliteit wordt beperkt door onder meer de aard en de eigenschappen van het betrokken produkt, zoals bijvoorbeeld hoge transportkosten t.o.v. de produktwaarde.

Factoren die van belang zijn voor de identificatie van de relevante geografische markt, zijn onder andere de aard en kenmerken van de betrokken produkten of diensten, het bestaan van toegangsbelemmeringen of consumentenvoorkeur, aanzienlijke verschillen met betrekking tot de marktaandeelen van de ondernemingen in vergelijking met nabijgelegen gebieden of belangrijke prijsverschillen.

## BETROKKEN MARKT

Onder « betrokken markt » verstaat men een relevante produktenmarkt of een groep van produkten, op een relevante geografische markt.

## BEINVLOEDE MARKT

Onder beïnvloede markt verstaat men een betrokken markt waarbij

a) twee of meer partijen bij de concentratie (met inbegrip van de ondernemingen die tot dezelfde groep behoren volgens de definitie van afdeling 3) activiteiten uitoefenen op dezelfde produktenmarkt of binnen dezelfde produktengroep en waarbij de concentratie een gecombineerd marktaandeel van meer dan 20 % verwerft (dit zijn horizontale relaties)

(9) Zie artikel 9, §§ 3 tot 5 van de wet.

of

b) één van de betrokken partijen (met inbegrip van de ondernemingen die tot dezelfde groep behoren volgens de definitie van afdeling 3) activiteiten uitoefent op een produktenmarkt die toeleverancier of afnemer is t.o.v. een produktenmarkt of een produktengroep waarop een andere partij haar activiteit uitoefent, en wanneer één van de marktaandelen meer dan 20 % bedraagt, ongeacht of er een relatie leverancier-klant bestaat tussen de betrokken partijen (dat zijn verticale relaties)

of

c) één van de betrokken partijen (met inbegrip van de ondernemingen die tot dezelfde groep behoren volgens de definitie van afdeling 3), zelfs wanneer er geen verticale of horizontale relaties zijn, een marktaandeel van meer dan 20 % heeft voor één of meer produktenmarkten of produktengroepen (verzamelaspect).

#### I. Beschrijving van de beïnvloede produktenmarkten

5.1. Beschrijf elk van de beïnvloede produktenmarkten nauwkeurig en zet uiteen waarom de produkten en/of diensten in de definitie van deze markten zijn opgenomen wegens hun kenmerken, prijzen en het gebruik waarvoor zij bestemd zijn, en waarom andere zijn uitgesloten.

5.2. Geef een opsomming van de intern door uw onderneming voor verkoopdoeleinden gedefinieerde produktengroepen die deel uitmaken van elke van de bij 5.1. beschreven beïnvloede produktenmarkten.

#### II. Marktgegevens over de beïnvloede markten

Opmerking : in het geval van een conglomeraat bedoeld bij punt c (supra) dienen enkel de gegevens m.b.t. de punten 5.3. tot 5.5. te worden meegegeeld.

Verstrek voor elke beïnvloede produktenmarkt en, indien verschillend, voor elke produktengroep voor elk van de laatste vijf boekjaren, voor de Belgische markt of voor een wezenlijk deel ervan en desgevallend, voor elke relevante geografische markt, de volgende gegevens :

5.3. een schatting van de waarde van de markt en, indien van toepassing, van het volume (bij voorbeeld in verzonden of geleverde eenheden) van de markt (10). Voeg, voor zover beschikbaar, statistieken die ontleend zijn aan andere bronnen toe ten einde uw antwoorden toe te lichten. Verstrek tevens een raming van de ontwikkeling van de vraag op de beïnvloede markten;

5.4. de omzet van elk van de groepen waartoe de partijen behoren (zoals gedefinieerd in afdeling 3), evenals de omzet van elk van de ondernemingen die ervan deel uitmaken;

5.5. het marktaandeel van elk van de groepen waartoe de partijen behoren, evenals van elk van de ondernemingen die ervan deel uitmaken;

5.6. een schatting van het marktaandeel (in waarde, en indien van toepassing, in volume) van alle concurrenten die een marktaandeel hebben van ten minste 5 % op de relevante geografische markt. Vermeld naam, adres, telefoonnummer en telefax van deze ondernemingen;

5.7. een schatting van de waarde (en indien van toepassing van het volume) en de oorsprong van de invoer in de relevante geografische markt;

5.8. het aandeel van deze invoer dat afkomstig is van de groepen waartoe de partijen behoren;

5.9. een schatting van de mate waarin elk van deze invoerstromen beïnvloed wordt door tarifaire of non-tarifaire handelsbelemmeringen.

### AFDELING 6

#### Algemene kenmerken van de beïnvloede markten

De volgende gegevens dienen verstrekt te worden met betrekking tot de beïnvloede produktenmarkten en, indien deze daarvan verschillen, de produktengroepen :

#### GEGEVENS MET BETREKKING TOT TOETREDINGEN TOT DE MARKT (11)

6.1. Zijn in de afgelopen vijf jaar (of een langere periode indien dit zinvoller is) in belangrijke mate ondernemingen tot deze markten in België toetreden ? Zo ja, geef inlichtingen omtrent deze ondernemingen, met schatting van hun huidige marktaandelen.

6.2. Zijn er naar het oordeel van de aanmeldende partij ondernemingen (met inbegrip van die welke thans uitsluitend op buitenlandse markten werkzaam zijn) die zouden kunnen toetreden tot deze markten ? Zo ja, geef inlichtingen over deze ondernemingen.

6.3. Wat is naar het oordeel van de aanmeldende partij de waarschijnlijkheid dat in de komende vijf jaar in belangrijke mate ondernemingen tot deze markten gaan toetreden ?

#### FACTOREN DIE VAN INVLOED ZIJN OP TOETREDINGEN TOT DE MARKT (11)

6.4. Beschrijf de verschillende factoren die in het onderhavige geval van invloed zijn op het toetreden van ondernemingen tot de beïnvloede markten, waarbij de toetreding zowel uit een geografisch oogpunt als uit een produktoogpunt wordt beschouwd. Houd daarbij rekening met het volgende, indien van toepassing :

— de totale kosten van toetreding (kapitaal, verkoopbevordering, reclame, vereiste distributiesystemen, serviceverlening, enz.) op een schaal die overeenkomt met een significante levensvatbare concurrent, onder vermelding van het marktaandeel van een dusdanige concurrent;

— in welke mate wordt toetreding tot de markten beïnvloed door het vereiste van een vergunning van de overheid of door in enigerlei vorm gestelde normen ? Bestaan er wettelijke of bestuursrechtelijke controles op de toetreding tot deze markten ?

— in welke mate wordt toetreding tot de markten beïnvloed door de beschikbaarheid van grondstoffen ?

— in welke mate wordt toetreding tot de markten beïnvloed door de looptijd van de contracten tussen een onderneming en haar leveranciers en/of afnemers ?

— beschrijf de betekenis van octrooilicenties, know-how-licenties en andere rechten op deze markten.

#### VERTIKALE INTEGRATIE

6.5. Beschrijf de aard en de mate van de verticale integratie van elk van de bij de concentratie betrokken partijen.

(10) De waarde en het volume van een markt dienen de productie weer te geven verminderd met de uitvoer uit en vermeerderd met de invoer in de relevante geografische markt.

(11) De toetreding tot de markt betreft zowel de toetreding d.m.v. productie in België als deze d.m.v. invoer

**ONDERZOEK EN ONTWIKKELING**

6.6. Geef een gedetailleerde beschrijving van het belang van onderzoek en ontwikkeling voor het concurrentievermogen op lange termijn van een onderneming die werkzaam is op de beïnvloede markt. Beschrijf de aard van het onderzoek en de ontwikkeling op de beïnvloede markten door de bij de concentratie betrokken ondernemingen. Houd daarbij rekening met het volgende, indien van toepassing:

- de onderzoeks- en ontwikkelingsintensiteit (12) voor deze markten en voor de betrokken partijen;
- de tendens van de technologische ontwikkeling op deze markten over een passend tijdvak. De beschrijving moet slaan op ontwikkelingen betreffende producten en/of diensten, productieprocessen, afzetsystemen, enz. of op elk ander nuttig punt;
- de voornaamste innovaties op deze markten gedurende de beschouwde periode, en de ondernemingen die aan de oorsprong van die innovaties liggen;
- de innovatiecyclus op deze markten. Waar situeren de betrokken partijen zich in deze innovatiecyclus, volgens de aanmeldende partij?
- vermeld of de betrokken partijen licentiegevers of licentienemers zijn met betrekking tot octrooien, know-how en andere rechten op de beïnvloede markten.

**DISTRIBUTIE- EN SERVICESYSTEMEN**

6.7. Beschrijf de distributiekanaalen en servicenetten die bestaan op de beïnvloede markten. Houd daarbij rekening met het volgende en indien van toepassing, antwoord en/of maak rechtstreeks verwijzing naar :

- de meest gangbare distributiesystemen op de markt en hun betekenis. In welke mate vindt distributie plaats door derden en/of door ondernemingen die volgens de definitie in afdeling 3 tot dezelfde groep behoren als de partijen?
- de meest gangbare servicenetten (bij voorbeeld voor onderhoud en reparatie) en hun betekenis op deze markten. In welke mate worden deze diensten verricht door derden en/of door ondernemingen die volgens de definitie in afdeling 3, behoren tot dezelfde groep als de partijen?

**CONCURRENTIEVERHOUDINGEN**

6.8. Geef bijzonderheden (naam, adres en contactpersonen) van de vijf grootste leveranciers van de bij de concentratie betrokken partijen en het aandeel dat elk daarvan heeft in de aankopen van de bij de concentratie betrokken partijen.

6.9. Geef bijzonderheden (naam, adres en contactpersonen) van de vijf grootste afnemers van de bij de concentratie betrokken partijen en het aandeel dat elk daarvan heeft in de verkopen van de bij de concentratie betrokken partijen.

6.10. Beschrijf de structuur van vraag en aanbod op de beïnvloede markten. Deze uiteenzetting dient de Raad in staat te stellen zich een nader oordeel te vormen over de concurrentieverhoudingen waaronder de partijen hun activiteiten uitoefenen. Houd daarbij rekening met het volgende en indien van toepassing, antwoord en/of maak rechtstreeks verwijzing ernaar :

- de fasen van de markten in termen van bij voorbeeld start, expansie, rijpheid en achteruitgang. In welke fasen bevinden zich naar het oordeel van de aanmeldende partij de betrokken producten?
- de structuur van het aanbod. Geef bijzonderheden over de verschillende aanwijsbare categorieën die deel uitmaken van de aanbodzijde en beschrijf de « typische leverancier » van elke categorie;
- de structuur van de vraag. Geef bijzonderheden over de verschillende aanwijsbare groepen die deel uitmaken van de vraagzijde en beschrijf de « typische afnemer » van elke groep;
- zijn volgens de aanmeldende partij overheidslichamen, overheidsdiensten of staatsondernemingen of vergelijkbare lichamen belangrijke deelnemers als bronnen van vraag of aanbod? Geef telkens waar dit zo is, bijzonderheden over deze deelneming;
- de totale productiecapaciteit voor heel België voor de afgelopen drie jaar. Welk was in deze periode het aandeel van de partijen in de capaciteit en wat was hun bezettingsgraad?

**SAMENWERKINGSOVEREENKOMSTEN**

6.11. In welke mate bestaan er op de beïnvloede markten (horizontale en/of verticale) samenwerkingsovereenkomsten?

6.12. Geef bijzonderheden over de belangrijkste samenwerkingsovereenkomsten op de beïnvloede markten waarbij de partijen zijn aangesloten, zoals licentieovereenkomsten en overeenkomsten inzake onderzoek en ontwikkeling, specialisatie, distributie, leveringen gedurende lange perioden en uitwisseling van informatie.

**BEDRIJFSVERENIGINGEN**

6.13. Vermeld de namen en adressen van de voornaamste bedrijfsverenigingen in de beïnvloede markten.

**INTERNATIONALE CONTEXT**

6.14. Beschrijf de internationale context van de voorgestelde concentratie onder vermelding van de positie van de partijen in deze markt.

**AFDELING 7****Vrijstelling op grond van artikel 10, § 3, van de wet**

Indien U de concentratie aanmeldt met het oog op een vrijstelling overeenkomstig artikel 10, § 3, van de wet, verduidelijk dan :

7.1. in welke mate de concentratie bijdraagt tot de verbetering van de productie of van de verdeling, en/of tot het bevorderen van de technische of economische vooruitgang en/of tot het verbeteren van de concurrentiestructuur binnen de markt;

7.2. in hoeverre de concentratie rekening houdt met het algemeen economisch belang en het belang van de consument en verbetering brengt in de competitiviteit van de betrokken sectoren ten opzichte van de internationale mededinging;

7.3. in welke mate de beperkende maatregelen opgelegd door de concentratie onmisbaar zijn voor het verwezenlijken van de concentratie;

7.4. dat de concentratie de mededinging voor een wezenlijk deel van de betrokken producten of diensten niet uitschakelt.

(12) Onderzoeks- en ontwikkelingsintensiteit wordt gedefinieerd als uitgaven voor onderzoek en ontwikkeling in verhouding tot de omzet.

## AFDELING 8

## Algemene vragen

8.1. Beschrijf welke invloed de voorgestelde concentratie waarschijnlijk zal hebben op de belangen van intermediaire en finale gebruikers en op de ontwikkeling van de technische vooruitgang.

8.2. In het geval de Raad beslist dat de aangemelde operatie geen concentratie is in de zin van artikel 9 van de wet, wenst U dan dat uw aanmelding behandeld wordt als een verzoek om negatieve verklaring in de zin van artikel 6 of als een aanmelding in de zin van artikel 7 van de wet, zoals bepaald in artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit ?

## AFDELING 9

## Verklaring

De aanmelding moet worden gevolgd door de onderstaande verklaring, die moet worden ondertekend door of namens alle aanmeldende partijen:

De ondergetekenden verklaren dat de in deze aanmelding verstrekte inlichtingen naar hun beste weten juist zijn en dat alle schattingen als zodanig aangeduid zijn en hun beste schattingen van de onderliggende feiten zijn en dat alle geformuleerde opvattingen oprecht zijn.

Zij zijn bekend met het bepaalde in artikel 37, § 1, van de wet van 5 augustus 1991.

De ondergetekenden verbinden zich ertoe de Dienst voor de Mededinging alsook de Raad voor de Mededinging, zolang laatstgenoemde geen beslissing heeft genomen inzake de toelaatbaarheid van de concentratie, op de hoogte te houden van elke uit de concentratie voortvloeiende maatregel die door de partijen zou worden getroffen.

Plaats en datum :

Handtekening en functie :

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 23 maart 1993.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
M. WATHELET

—  
Anlage  
—

MINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFTSANGELEGENHEITEN  
Dienst für Wettbewerb  
rue J.A. De Mot 24 -26  
B — 1040 BRÜSSEL.

FORMULAR CONC C/C — 1 BEZÜGLICH DER ANMELDUNG EINER KONZENTRATION  
AUFGRUND DES ARTIKELS 12 DES GESETZES VOM 5. AUGUST 1991  
ÜBER DEN SCHUTZ DES WIRTSCHAFTLICHEN WETTBEWERBS

## A. Einleitung

Das vorliegende Formular führt die Auskünfte an, die das Unternehmen oder die Unternehmen geben müssen, wenn sie eine Konzentration beim Dienst für Wettbewerb anmelden. Die Begriffe « Unternehmen » und « Konzentration » werden in den Artikeln 1 und 9 des Gesetzes vom 5. August 1991 definiert.

Bitte nehmen Sie Kenntnis von Nachstehendem :

a) Alle im vorliegenden Formular beantragten Auskünfte müssen erteilt werden. Wenn Sie jedoch guten Glaubens nicht in der Lage sind, eine Antwort auf eine Frage zu geben, oder wenn Sie aufgrund der zur Verfügung stehenden Auskünfte nur eine begrenzte Antwort geben können, so geben Sie dies an und führen sie auch die Gründe hierfür an. In Anwendung des Artikels 5 § 4 des vorliegenden königlichen Erlasses können Sie beim Dienst für Wettbewerb beantragen, daß man Ihnen eine Dispens in Bezug auf die Verpflichtung der Erteilung einer besonderen Auskunft, die im vorliegenden Formular gefordert wird, aber für die Prüfung Ihrer Anmeldung nicht notwendig zu sein scheint, erteilt.

b) Wenn sie nicht vollständig auf alle Teile geantwortet haben (zum Beispiel die Tatsache, daß Auskünfte bezüglich eines Unternehmens, das Ziel eines bestrittenen Angebots ist, nicht zur Verfügung stehen), wird die Anmeldung als unvollständig betrachtet und erst ab dem Tag in Kraft treten, an dem alle Auskünfte eingegangen sein werden. Das Formular wird als unvollständig betrachtet, wenn die erteilten Auskünfte unzutreffend oder verfälscht sind.

c) Die zielbewußte oder durch Unachtsamkeit stattfindende Erteilung von unrichtigen oder verfälschten Angaben kann durch eine Geldstrafe bestraft werden.

d) Die im vorliegenden Formular geforderten Auskünfte müssen im Prinzip ausreichend sein, um die Prüfung Ihrer Anmeldung zu ermöglichen. Wenn dies sich jedoch als notwendig erweisen würde, können später zusätzliche Auskünfte von Ihnen verlangt werden.

e) Um es Ihnen zu ermöglichen, vorliegendes Formular korrekt auszufüllen, wird Ihnen angeraten, bereits vor seiner Einreichung inoffiziell Kontakt mit dem Dienst für Wettbewerb aufzunehmen.

### B. Die Verpflichtung zur Anmeldung

Die Anmeldung einer Operation zur Konzentration ist nur verpflichtend, wenn die Bedingungen des Artikels 11 des Gesetzes erfüllt sind, nämlich wenn die betroffenen Unternehmen zusammen eine Umsatzziffer, die nach den im Artikel 46 des Gesetzes angegebenen Kriterien berechnet wurde, von mehr als eine Milliarde Franken erzielen und zusammen mehr als 20 % des betroffenen Marktes kontrollieren (1).

### C. Wer muß anmelden und wann ?

Im Falle einer Fusion im Sinne des Artikels 9, Paragraph 1, Punkt a), des Gesetzes oder im Falle des Erwerbs der gemeinsamen Kontrolle über ein Unternehmen im Sinne des Artikels 9, § 1, Punkt b), des Gesetzes, müssen alle an der Konzentration beteiligten Parteien oder je nach Fall alle Parteien, die die gemeinsame Kontrolle erwerben, die Anmeldung gemeinsam einreichen.

Die kontraktbestimmten Konzentrationen müssen von den gemeinsam handelnden Beteiligten angemeldet werden; in den anderen Fällen soll die Anmeldung eingereicht werden von den Beteiligten Parteien, die die Konzentration getätigt haben.

Jede Partei, die die Anmeldung ausfüllt, ist für die Richtigkeit der Auskünfte, die diese enthält, verantwortlich.

Für die durch vorliegendes Formular verfolgten Zwecke gehört das Unternehmen, über das eine Kontrollbeteiligung erworben wird oder das Gegenstand eines öffentlichen Kauf- oder Tauschangebots ist, zu den « an der Konzentration beteiligten Parteien », hiernach « die Parteien » genannt.

Die Konzentration muß innerhalb einer Frist von einer Woche ab Abschluß des Vertrages, der Veröffentlichung des Kauf- oder Tauschangebots oder des Erwerbs einer Beteiligung an der Kontrolle angemeldet werden. Die Frist beginnt ab dem Datum, an dem das erste der oben genannten Ereignisse stattfindet. Die Nichtbeachtung der einwöchigen Frist hat die Nichtanwendung der im Artikel 33 des Gesetzes vom 5. August 1991 über den Schutz des wirtschaftlichen Wettbewerbs festgelegten Fristen zur Folge.

### D. Der Anmeldung beizufügende Dokumente

Wenn die Anmeldung einmal ausgefüllt ist, müssen ihr folgende Dokumente beigefügt werden :

a) Die Abschriften der endgültigen oder der jüngsten Version aller Dokumente, die die Absicht, die Konzentration zu verwirklichen, beinhalten, egal ob es sich hierbei jetzt um einen Vertrag zwischen betroffenen Parteien, um einen Erwerb einer Beteiligung an der Kontrolle oder um ein öffentliches Kauf- oder Tauschangebot handelt.

b) Im Falle eines öffentlichen Kauf- oder Tauschangebots eine Abschrift der Angebotsschrift. Wenn diese im Augenblick der Anmeldung nicht zur Verfügung steht, muß sie, sobald sie zur Verfügung steht und spätestens, wenn sie den Aktionären übermittelt wird, hinterlegt werden.

c) Ein Exemplar der Statuten der an der Konzentration beteiligten Parteien.

d) Die Abschriften der jüngsten Berichte und Jahresbilanzen aller an der Konzentration beteiligten Parteien (hierin einbegriffen die der Muttergesellschaften).

e) Die Abschriften der Berichte oder Analysen, die im Hinblick auf die Konzentration erstellt wurden und aus denen die Angaben zur Erteilung der laut Teil 5 und Teil 6 geforderten Auskünfte entnommen wurden.

f) Ein Dokument vom Unternehmensrat einer jeden der anmeldenden Parteien, das bescheinigt, daß der Unternehmensrat über die Operation informiert worden ist, gemäß der Reglementierung über die dem Unternehmensrat zu erteilenden Informationen.

g) Eine Liste und eine kurze Beschreibung des Inhalts der Gesamtheit der Analysen, Berichte, Studien und Untersuchungen, die durch oder für die eine oder die andere der anmeldenden Parteien erstellt wurden, um das Vorhaben der Konzentration einzuschätzen oder zu analysieren, was die Wettbewerbsbedingungen, die (wirkliche oder potentielle) Konkurrenz und die Lage auf dem Markt betrifft. Jedes Element der Liste muß den Namen und die Funktion seines Autors angeben.

### E. Verfahren im Hinblick auf die Anmeldung

Die Anmeldung ist den Bestimmungen der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch im Verwaltungswesen unterworfen. Falls das Unternehmen keinen Sitz in Belgien hat, muß die Anmeldung in einer der Landessprachen erstellt werden.

Die im vorliegenden Formular geforderten Auskünfte müssen in der Reihenfolge der Nummern der Teile und der Paragraphen des Formulars erteilt werden.

Die ihm beigefügten Dokumente müssen in ihrer ursprünglichen Sprache hinterlegt werden. Falls diese Sprache keine der Landessprachen oder das Englisch ist, wird eine Übersetzung in der Sprache der Anmeldung hinzugefügt. Falls der Dienst oder der Rat es für notwendig halten, kann von den anmeldenden Parteien eine Übersetzung aller oder eines Teils der Dokumente die im Englisch hinterlegt werden, verlangt werden.

Diese Dokumenten können Originale oder Abschriften sein. Im letzteren Fall muß die anmeldende Partei bescheinigen, daß diese vollständig und gleichlautend sind.

Alle im Teil 2.5 geforderten finanziellen Angaben und welche im Formular erteilt werden, mit Ausnahme der Anlagen, müssen in belgischen Franken ausgedrückt sein unter Anwendung der durchschnittlichen Wechselkurse, bestimmt durch die Nationalbank, für die betreffende Jahre oder für jede andere betreffende Periode.

Acht Kopien einer jeden Anmeldung und aller ihnen beigefügten Dokumente müssen hinterlegt werden. Die Anmeldung muß (per Einschreiben) adressiert werden — oder von 9 bis 12 Uhr und von 14 bis 16 Uhr hinterlegt werden beim — an den :

Dienst für Wettbewerb  
Ministerium für Wirtschaftsangelegenheiten  
rue J.A. De Mot 24-26  
B — 1040 BRÜSSEL.

Die anmeldenden Parteien erhalten eine Empfangsbescheinigung mit dem Datum des Eingangs und der Referenznummer ihrer Akte beim Dienst für Wettbewerb.

(1) Der Begriff des betroffenen Marktes wird im Teil 5 definiert.



## F. Geschäftsgeheimnis

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1991 ist jede Person, die befugt ist, Kenntnis von aufgrund dieses Gesetzes erhaltenen Auskünften oder Dokumenten zu nehmen, verpflichtet, diese nicht zu verbreiten oder zu anderen Zwecken als die in diesem Gesetz vorgesehenen Zwecken zu gebrauchen. Dieses Prinzip muß ebenfalls angewandt werden, um die Vertraulichkeit zwischen den Parteien, die diese Anmeldung tätigen, zu wahren.

Wenn Sie der Ansicht wären, daß Ihre Interessen geschädigt würden, wenn bestimmte Auskünfte, die von ihnen verlangt werden, veröffentlicht oder auf andere Art an Drittparteien weitergegeben würden, erteilen Sie bitte diese Auskünfte getrennt, wobei Sie jede Seite klar und deutlich mit « *Geschäftsgeheimnis* » kennzeichnen. Führen Sie außerdem bitte die Gründe an, warum diese Informationen nicht verbreitet oder veröffentlicht werden sollen.

Im Falle einer Fusion oder eines gemeinsamen Erwerbs oder auch dann, wenn die Anmeldung durch mehr als eine Partei ausgefüllt wird, können Geschäftsgeheimnisse unter getrenntem Umschlag hinterlegt werden, diese müssen aber im Anmeldeformular angegeben werden. In diesem Fall wird die Anmeldung als gültig betrachtet, wenn die Gesamtheit der Anlagen hinterlegt worden ist.

## G. Zusätzliche Bemerkung

Alle im vorliegenden Formular enthaltenen Referenzen verweisen auf die Artikel und Paragraphen des Gesetzes vom 5. August 1991 oder des königlichen Erlasses vom 23. März 1993 bezüglich der Anmeldung der Konzentrationen der Unternehmen angegeben im Artikel 12 des Gesetzes vom 5. August 1991 über den Schutz des wirtschaftlichen Wettbewerbs.

## TEIL 1

## Allgemeine Auskünfte bezüglich der Unternehmen

1.1. Informationen über die Partei oder die Parteien, die die Anmeldung tätigen.

Geben sie folgende Auskünfte an :

1.1.1. Name, Adresse und juristische Form des Unternehmens,

1.1.2. Art (so genau wie irgendwie möglich) der Aktivität des Unternehmens,

1.1.3. Name, Adresse, Telephon, Telefax und Funktion der zu kontaktierenden Person,

1.2. Informationen über die anderen an der Konzentration beteiligten Parteien (2) (3).

Für jede an der Konzentration beteiligte Partei (mit Ausnahme derjenigen, die anmeldet) bitte folgende Auskünfte angeben :

1.2.1. Name, Adresse und juristische Form des Unternehmens

1.2.2. Art (so genau wie irgendwie möglich) der Aktivität des Unternehmens,

1.2.3. Name, Adresse, Telephon, Telefax und Funktion der zu kontaktierenden Person,

1.3. Adresse in Belgien

Geben Sie bitte eine Adresse in Belgien an, an welche alle Mitteilungen adressiert und alle Dokumente geschickt werden können, dies laut Artikel 2 § 4 des königlichen Erlasses.

1.4. Bezeichnung von Vertretern

Der Artikel 2, § 2 des königlichen Erlasses verfügt, daß, wenn die Anmeldungen durch Vertreter von physischen oder Rechtspersonen unterzeichnet worden sind, diese den schriftlichen Beweis dafür erbringen müssen, daß sie ordnungsgemäß delegiert wurden. Diese schriftliche Prokuration muß der Anmeldung beigefügt werden.

Erteilen Sie folgende Auskünfte :

1.4.1. Name des Vertreters,

1.4.2. Name des vertretenen Unternehmens,

1.4.3. Adresse des Vertreters,

1.4.4. Name der zu kontaktierenden Person (und die Adresse, falls diese nicht mit derjenigen, die unter Punkt 1.4.3. angegeben wurde, übereinstimmt),

1.4.5. Telefon und Telefax,

1.4.6. Im Falle einer gemeinsamen Anmeldung müssen dieser gleiche Beweis und diese gleichen Auskünfte gegeben werden.

1.5. Wenn die Konzentration ein oder mehrere öffentliche Unternehmen beinhaltet, geben Sie bitte an, zu welcher oder welchen wirtschaftlichen Einheit(en) mit autonomer Beschlußbefugnis sie gehören.

## TEIL 2

## Auskünfte bezüglich der Konzentration

2.1. An welchem Datum fand das Ereignis statt, das die Frist, während der die Konzentration beim Dienst für Wettbewerb angemeldet werden muß, anlaufen ließ (4)?

2.2. Beschreiben Sie kurz die Art der Konzentration, die angemeldet wird, indem sie angeben :

— ob die ins Auge gefaßte Konzentration eine wirkliche Fusion auf juristischer Ebene, eine Übernahme, ein gemeinsames Unternehmen, das eine Konzentration darstellt (5), ist oder ob diese sich aus einem Vertrag oder einem anderen direkten oder indirekten Kontrollmittel im Sinne des Artikels 9, § 3 des Gesetzes ergibt;

— ob die Konzentration die Gesamtheit oder nur Teile der betroffenen Unternehmen betrifft;

— ob ein öffentliches Kauf- oder Tauschangebot einer Partei für die Titel einer anderen Partei von den Aufsichts- oder Verwaltungsorganen dieser letzteren oder von anderen Organen, die diese Partei gesetzlich vertreten, gutgeheißen wird.

2.3. Geben Sie bitte die durch die Konzentration betroffenen wirtschaftlichen Sektoren an.

(2) Der Begriff Konzentration wird im Artikel 9 des Gesetzes definiert.

(3) Es handelt sich um die betroffene Gesellschaft im Falle eines bestrittenen Kaufangebots, in welchem Fall die erforderlichen Auskünfte so vollständig wie nur irgendwie möglich erteilt werden müssen.

(4) Siehe Artikel 12 § 1 des Gesetzes.

(5) Siehe Artikel 9 § 2 Absatz 2 des Gesetzes.

2.4. Geben Sie bitte kurze Erläuterungen über die wirtschaftlichen und finanziellen Aspekte der Konzentration, indem Sie gegebenenfalls Informationen über folgende Punkte geben :

- jegliche finanzielle oder andere Hilfe aus egal welcher Quelle (öffentliche Behörden eingeschlossen) für eine der Parteien sowie die Art und der Betrag dieser Hilfe,
- das vorgesehene oder zu erwartende Datum von jeglichem wichtigen Ereignis auf dem Wege der Vollziehung der Konzentration,
- die nach Vollziehung der Konzentration vorgeschlagene Eigentums- und Kontrollstruktur,
- das Ziel der Konzentration.

2.5. Für jede der betroffenen Parteien muß die Partei, die die Anmeldung tätigt, folgende Angaben für die letzten fünf Geschäftsjahre angeben :

- 2.5.1. der Umsatz in Belgien (6);
- 2.5.2. der Umsatz in der gesamten Welt (6);
- 2.5.3. die Gewinne vor Besteuerung in Belgien und in der gesamten Welt (7);
- 2.5.4. die Anzahl der Arbeitnehmer in Belgien und in der gesamten Welt (8).

### TEIL 3

#### Eigentum und Kontrolle (9)

Geben Sie für jede der Parteien eine komplette Liste aller Unternehmen, die Teil einer selben Gruppe sind. Diese Liste muß beinhalten :

3.1. alle durch die Parteien direkt oder indirekt im Sinne des Artikels 9 § 3 des Gesetzes kontrollierten Unternehmen;

3.2. alle die Unternehmen oder Personen, die die Parteien direkt oder indirekt im Sinne des Artikel 9, Paragraph 3 des Gesetzes kontrollieren;

3.3. für jedes oder jede unter Punkt 3.2. angegebene Unternehmen oder Person eine komplette Liste aller Unternehmen, die es oder sie direkt oder indirekt im Sinne des Artikels 9 § 3 des Gesetzes kontrolliert.

Geben Sie bitte für jedes auf der Liste angeführte Unternehmen die Art und Weise der Kontrolle an.

3.4. Machen Sie nähere Angaben über die im Laufe der letzten fünf Jahre durch die hierüber angegebenen Unternehmensgruppen getätigten Übernahmen von Unternehmen, die auf den wie unter Teil 5 definierten betroffenen Märkten tätig sind.

Die im vorliegenden Teil geforderten Informationen können durch Schemata oder Diagramme illustriert werden, die es erlauben, die Eigentums- oder Kontrollstruktur der Unternehmen, wie sie sich vor der Konzentration darstellt, besser zu verstehen.

### TEIL 4

#### Persönliche und finanzielle Verknüpfungen

Geben Sie für jedes Unternehmen oder jede Partei, die in Beantwortung des dritten Teils angegeben wurde, folgendes an :

4.1. eine Liste aller anderen Unternehmen, die auf den betroffenen Märkten arbeiten (der Begriff des betroffenen Marktes wird im Teil 5 definiert) und in denen die Unternehmen der Gruppe individuell oder kollektiv 10 % oder mehr der Stimmrechte oder des gezeichneten Kapitals besitzen, indem Sie für jeden dieser Fälle den gehaltenen Prozentsatz angeben;

4.2. eine Liste aller anderen Unternehmen, die auf den betroffenen Märkten arbeiten, in denen die in Beantwortung des dritten Teils angeführten Personen 10 % oder mehr der Stimmrechte oder des gezeichneten Kapitals besitzen, indem Sie für jeden dieser Fälle den gehaltenen Prozentsatz angeben;

4.3. für jedes Unternehmen eine Liste der Mitglieder ihrer Direktionsorgane, die ebenfalls Mitglied von Direktions- oder Aufsichtsorganen von anderen Unternehmen sind, die auf den betroffenen Märkten aktiv sind.

Gegebenenfalls ist für jedes Unternehmen eine Liste der Mitglieder ihrer Aufsichtsorgane, die ebenfalls Mitglied von Direktionsorganen in anderen Unternehmen sind, die auf den betroffenen Märkten aktiv sind, beizufügen.

Für jeden dieser Fälle muß der Name des anderen Unternehmens sowie die dort ausgeübte Funktion angegeben werden.

Die in diesem Teil gegebenen Informationen können durch jegliche Schemata oder Diagramme zur Verbesserung des Verständnisses illustriert werden.

### TEIL 5

Auskünfte bezüglich der betroffenen Märkte, wie diese im Artikel 11 des Gesetzes angegeben sind

Die anmeldende Partei muß die verlangten Auskünfte erteilen, indem sie den folgenden Definitionen Rechnung trägt :

#### BETROFFENER PRODUKTENMARKT

Der betroffene Produktenmarkt beinhaltet alle die Produkte und/oder Dienstleistungen, die der Verbraucher aufgrund ihrer Charakteristiken, ihres Preises und des Gebrauchs, für den sie bestimmt sind, als auswechselbar oder ersetzbar betrachtet.

Ein betroffener Produktenmarkt kann sich in bestimmten Fällen aus einer bestimmten Anzahl von Produktgruppen zusammensetzen. Unter Produktgruppen versteht man ein Produkt oder eine kleine Gruppe von Produkten, die im Großen und Ganzen identische physische oder technische Merkmale aufweisen und

(6) Siehe Artikel 46 des Gesetzes bezüglich der Definition der Umsatzziffer und der besonderen, auf Banken, auf Kreditinstitute und auf andere Finanzinstitute sowie auf Versicherungsgesellschaften anwendbaren Bestimmungen. Für die Banken, Versicherungsgesellschaften, Kreditinstitute und andere Finanzinstitute werden als Gesellschaften mit belgischem Sitz die physischen oder Rechtspersonen angesehen, die ihre Residenz laut belgischer Gesetzgebung in Belgien haben. Die Residenz der Gesellschaften, die Kunden sind, ist diejenige des Landes, in welchem diese Gesellschaften ihren Gesellschaftssitz haben.

(7) Unter « Gewinne vor Besteuerung » versteht man die im Rahmen der gewöhnlichen Aktivitäten erzielten Gewinne vor Zahlung der Steuern auf diesen Gewinnen.

(8) Unter Arbeitnehmer versteht man alle die Personen, die in Diensten des Unternehmens stehen, die einen Arbeitsvertrag haben und entlohnt werden.

(9) Siehe Artikel 9, §§ 3 bis 5, des Gesetzes.

vollkommen austauschbar sind. Der Unterschied zwischen den Produkten der Gruppe ist gering und wird gewöhnlich nur aufgrund der Marke und/oder der Präsentation gemacht. Der betroffene Produktenmarkt entspricht meistens der durch das Unternehmen in seinen geschäftlichen Operationen gebrauchten Klassifizierung.

#### BETROFFENER GEOGRAPHISCHER MARKT

Ein betroffener geographischer Markt beinhaltet das Gebiet in Belgien, in dem die betreffenden Unternehmen in Rahmen von Angebot und Nachfrage für Produkte und Dienstleistungen intervenieren. Dieses Gebiet, in welchem die Wettbewerbsbedingungen ausreichend homogen sind, betrifft ganz Belgien, wenn die Produkte Gegenstand von Angebot und Nachfrage auf dem gesamten Gebiet des Königreichs sind. Es ist kleiner als das gesamte Land, wenn die Art und die Eigenschaften des betroffenen Produkts, zum Beispiel hohe Transportkosten im Vergleich zum Wert des Produkts, dessen Mobilität einschränken.

Die für die Begrenzung des geographischen Marktes belangreichen Faktoren bestehen in der Art und den Merkmalen der betroffenen Produkte und Dienstleistungen, in der Existenz von Einfuhrbeschränkungen, im Bestehen von Vorzügen beim Verbraucher, in ansehnlichen Unterschieden im Marktanteil zwischen benachbarten Regionen oder in belangreichen Preisunterschieden.

#### BETROFFENER MARKT

Unter « *betroffener Markt* » versteht man einen betroffenen Markt, auf welchem :

a) zwei oder mehrere an der Konzentration beteiligte Parteien (hierin einbegriffen die Unternehmen, die laut Definition im Teil 3 zu einer gleichen Gruppe gehören) auf dem gleichen Produktenmarkt oder in der gleichen Produktgruppe aktiv sind und die Konzentration einen kombinierten Marktanteil von mehr als 20 % zur Folge hat (dies sind horizontale Beziehungen),

oder

b) irgendeine der betroffenen Parteien (hierin einbegriffen die Unternehmen, die laut Definition im Teil 3 zur gleichen Gruppe gehören), die auf einem Produktenmarkt aktiv ist, der Zulieferer oder Abnehmer in Bezug auf einen Produktenmarkt oder Produktgruppe ist, auf welcher eine andere Partei aktiv ist, falls der eine oder der andere der Marktanteile mehr als 20 % beträgt, ungeachtet der Tatsache, ob jetzt oder ob nicht eine Beziehung von Zulieferer/ Kunde zwischen den betroffenen Parteien besteht (dies sind vertikale Beziehungen),

oder

c) irgendeine der betroffenen Parteien (hierin einbegriffen die Unternehmen, die laut Definition im Teil 3 zur gleichen Gruppe gehören), selbst dann, wenn keine horizontalen oder vertikalen Beziehungen bestehen, einen Marktanteil von mehr als 20 % auf einem Produktenmarkt oder an einer Produktgruppe besitzt (Anhäufungsaspekt).

#### I. Erläuterung bezüglich der betroffenen Produktenmärkte

5.1. Beschreiben Sie jeden betroffenen Produktenmarkt sehr genau und erklären Sie, warum die Produkte und/oder Dienstleistungen dieser Märkte aufgrund ihrer Merkmale, ihrer Preise und des gewöhnlichen Gebrauchs, zu dem sie bestimmt sind, in der Definition der besagten Märkte aufgenommen werden und warum andere davon ausgeschlossen sind.

5.2. Geben Sie die Liste der verschiedenen intern in Ihrem Unternehmen zum Zweck der Vermarktung definierten Produktkategorien, die zu jedem der unter Punkt 5.1. beschriebenen Produktenmärkte gehören.

#### II. Marktgegebenheiten bezüglich der betroffenen Märkte

Im Fall eines Konglomerats wie angegeben unter Punkt C (Seite 11, supra) sind nur die Angaben bezüglich der Punkten 5.3 bis 5.5 zu erteilen.

Geben Sie für jeden Produktenmarkt und für jede Produktgruppe, falls diese von den Produktenmärkten abweichen, folgende Angaben für den belgischen Markt oder einen wesentlichen Teil desselben und gegebenenfalls für jeden betroffenen geographischen Markt, dies für die fünf letzten Geschäftsjahre :

5.3. Eine Schätzung des Wertes des Marktes und gegebenenfalls seines Volumens (zum Beispiel in versandten oder gelieferten Einheiten) (10). Fügen Sie die Statistiken, die durch andere Quellen erstellt wurden, bei — sofern Sie diese besitzen —, um Ihre Antworten zu illustrieren. Geben sie ebenfalls eine Schätzung der Entwicklung der Nachfrage auf den betroffenen Märkten.

5.4. Die Umsatzziffer für jede der Gruppen, zu denen die Parteien (laut im Teil 3 gegebener Definition) gehören, sowie diejenige für jedes der Unternehmen, die sie bilden.

5.5. Der Marktanteil einer jeden der Gruppen, zu denen die Parteien gehören, sowie derjenige eines jeden Unternehmens, das sie bildet.

5.6. Eine Schätzung des Marktanteils (Wert und gegebenenfalls Volumen) aller Konkurrenten, die mindestens 5 % des betroffenen geographischen Marktes halten. Geben Sie den Namen, die Adresse sowie die Telefon- und Telefaxnummer dieser Unternehmen an.

5.7. Eine Schätzung des Wertes (und gegebenenfalls des Volumens) und der Herkunft der Einfuhren auf den betroffenen geographischen Markt.

5.8. Den Anteil dieser Einfuhren, die von Unternehmen der Gruppen stammen, zu denen die Parteien gehören.

5.9. Eine Schätzung der Behinderung dieser Einfuhren aufgrund der tariflichen und nicht tariflichen Einschränkungen.

#### TEIL 6

##### Allgemeine Bedingungen auf den betroffenen Märkten

Die folgenden Auskünfte müssen bezüglich der betroffenen Produktenmärkte und gegebenenfalls, falls diese von letzteren abweichen, bezüglich der Produktgruppen gegeben werden :

##### ANGABEN BEZÜGLICH DER VORSTÖßE AUF DEN MARKT (11)

6.1. Hat es innerhalb der fünf letzten Jahre (oder während einer längeren Frist, wenn dies sinnvoller erscheint) einen belangreichen Vorstoß auf diesen Märkten in Belgien gegeben ? Falls ja, geben Sie Auskünfte bezüglich dieser Unternehmen, indem Sie den Marktanteil schätzen, den diese jetzt halten.

(10) Der Wert und das Volumen eines Marktes müssen die Produktion ergeben, erhöht um die Einfuhren und vermindert um die Ausfuhren in Bezug auf den betroffenen geographischen Markt.

(11) Der Vorstoß auf den Markt gilt sowohl den Vorstoß mittels Produktion in Belgien als diesen mittels Einfuhr.

6.2. Gibt es nach Ansicht der anmeldenden Partei Unternehmen (hierin einbegriffen auch diejenigen, die ihre Aktivitäten einzig und allein auf ausländischen Märkten ausüben), die auf diese Märkte vorstoßen könnten? Geben Sie bejahendenfalls alle Auskünfte über diese Unternehmen an.

6.3. Welches ist nach Ansicht der anmeldenden Partei der Wahrscheinlichkeitsgrad eines bedeutenden Vorstoßes auf diese Märkte innerhalb der nächsten fünf Jahre?

#### FAKTOREN, DIE VORSTÖßE AUF DEN MARKT BEEINFLUSSEN (11)

6.4. Beschreiben Sie bitte die verschiedenen Faktoren, die Vorstöße auf die betreffenden Märkte beeinflussen und im vorliegenden Fall gegeben sind, wobei diese Vorstöße sowohl auf geographischer Ebene wie auch auf Ebene der Produkte zu beleuchten sind. Tragen Sie diesbezüglich bitte folgenden Punkten Rechnung:

— der Gesamtkosten eines Vorstoßes auf den Markt (Kapital, Verkaufsförderung, Werbung, notwendige Verteilersysteme, Kundendienst, usw.) für ein Unternehmen der gleichen Größe wie die eines lebensfähigen und ernstzunehmenden Konkurrenten unter Angabe des Marktanteils eines solchen Konkurrenten;

— In welchem Maße wird der Vorstoß auf diese Märkte durch die Notwendigkeit, eine Genehmigung von den zuständigen Behörden zu erlangen, oder durch die Existenz von Normen egal welcher Art beeinflusst? Bestehen hier gesetzliche oder reglementäre Kontrollen bezüglich des Vorstoßes auf den Markt?

— In welchem Maße wird der Vorstoß auf diese Märkte durch die Verfügbarkeit von Rohstoffen beeinflusst?

— In welchem Maße wird der Vorstoß auf diese Märkte durch die Dauer der zwischen einem Unternehmen und seinen Lieferanten und/oder Kunden abgeschlossenen Verträge beeinflusst?

— Geben Sie den Einfluß von Patentlizenzen, Know-How-Lizenzen und anderen Rechten auf diesen Märkten an.

#### VERTIKALE INTEGRATION

6.5. Bitte beschreiben Sie die Art und den vertikalen Integrationsgrad einer jeden an der Konzentration beteiligten Partei.

#### FORSCHUNG UND ENTWICKLUNG

6.6. Geben Sie eine detaillierte Beschreibung des Umfangs der Forschung und Entwicklung für das Wettbewerbsvermögen auf lange Sicht eines auf dem betroffenen Markt aktiven Unternehmens. Erläutern Sie die Art der Forschungs- und Entwicklungsarbeiten auf den betroffenen Märkten, die durch die an der Konzentration beteiligten Unternehmen verwirklicht wurden. Tragen Sie hierbei gegebenenfalls mit folgenden Punkten Rechnung:

— der Intensität der Forschung und Entwicklung (12) auf diesen Märkten und für die betroffenen Parteien;

— der Entwicklung der Technologien auf diesen Märkten während einer angepaßten Zeitspanne. Die Beschreibung muß die Produkte und/oder Dienstleistungen, die Herstellungsverfahren, die Verteilersysteme, usw., sowie alle anderen nützlichen Punkte umfassen.

— den hauptsächlich während der in Betracht gezogenen Zeit auf diesen Märkten zu Tage getretenen Innovationen, unter Angabe der Unternehmen, durch die diese Innovationen eingeführt wurden;

— dem Innovationszyklus auf diesen Märkten. Wo siedeln sich die betroffenen Parteien laut der anmeldenden Partei in diesem Innovationszyklus an?

— Geben Sie an, ob die betroffenen Parteien Patentgeber oder -nehmer für Patentlizenzen, Know-How-Lizenzen und anderen Rechten auf diesen Märkten sind.

#### VERTEILER- UND KUNDENDIENSTNETZE

6.7. Beschreiben Sie bitte die Verteilerkanäle und die Kundendienstnetze, die auf den betroffenen Märkten bestehen. Tragen Sie hierzu mit folgenden Punkten Rechnung und antworten Sie und/oder beziehen Sie sich gegebenenfalls direkt auf diese:

— die bestehenden Verteilersysteme und ihre Bedeutung auf diesen Märkten. In welchem Maße wird die Verteilung durch Dritte übernommen und/oder durch Unternehmen, die wie unter Titel 3 definiert zur gleichen Gruppe wie die Parteien gehören?

— die bestehenden Kundendienstnetze (zum Beispiel Unterhalts- und Reparaturdienste) und ihre Bedeutung auf diesen Märkten. In welchem Maße werden diese Leistungen durch Dritte übernommen und/oder durch Unternehmen, die wie unter Titel 3 definiert zur gleichen Gruppe wie die Parteien gehören?

#### KONKURRENZVERHÄLTNISSE

6.8. Geben Sie bitte Erläuterungen (Namen, Adresse und zu kontaktierende Personen) zu den fünf hauptsächlichsten Lieferanten der an der Konzentration beteiligten Parteien sowie zu dem Anteil eines jeden von ihnen an den Käufen der Parteien.

6.9. Geben Sie bitte Erläuterungen (Namen, Adresse und zu kontaktierende Personen) zu den fünf hauptsächlichsten Kunden der an der Konzentration beteiligten Parteien sowie zum Anteil eines jeden von ihnen an den Verkäufen der Parteien.

6.10. Legen Sie bitte die Struktur von Angebot und Nachfrage auf den betroffenen Märkten dar. Diese Erläuterungen müssen es dem Dienst erlauben, die Konkurrenzverhältnisse, unter denen die Parteien ihre Aktivitäten ausüben, besser zu verstehen. Tragen Sie hierzu mit folgenden Punkten Rechnung und antworten Sie und/oder beziehen Sie sich gegebenenfalls direkt auf diese:

— die verschiedenen Phasen, die diese Märkte durchlaufen, zum Beispiel: Start, Expansion, Reife und Niedergang. In welcher dieser Phasen befinden sich die betroffenen Produkte, nach Meinung der anmeldenden Partei?

— die Struktur des Angebots, wobei nähere Auskünfte über die verschiedenen, zu identifizierenden Kategorien, die das Angebot darstellen, gegeben werden müssen und wobei der « Standardlieferant » für jede Kategorie beschrieben werden muß;

— die Struktur des Angebots, wobei die verschiedenen, zu identifizierenden Gruppen, die zur Nachfrage gehören, anzugeben sind und wobei der « Standardkunde » einer jeden Gruppe beschrieben werden muß;

(12) Die Intensität der Forschung und Entwicklung wird durch die Ausgaben für Forschung und Entwicklung im Verhältnis zum Umsatz definiert.

— Nehmen laut Ansicht der anmeldenden Partei die Behörden, öffentliche Organisationen, öffentliche Unternehmen oder vergleichbare Körperschaften eine wesentliche Rolle im Spiel von Angebot und Nachfrage ein? Bejahendenfalls sind Erläuterungen zu dieser Beteiligung zu geben.

— die Gesamtproduktionskapazität auf belgischer Ebene für die drei letzten Jahre. Welchen Anteil haben die Parteien während dieser Periode an dieser Kapazität gehabt und welches war der Grad der Ausnutzung ihrer Kapazität?

#### KOOPERATIONSVERTRÄGE

6.11. In welchem Maße bestehen Kooperationsverträge (auf horizontaler und/oder vertikaler Ebene) auf den betroffenen Märkten?

6.12. Geben Sie nähere Erläuterungen über die wichtigsten, durch die Parteien auf den betroffenen Märkten abgeschlossenen Kooperationsverträge, wie zum Beispiel Lizenzverträge, Verträge über Forschung und Entwicklung, Spezialisierungsabkommen, Verteilerverträge, Langzeitlieferverträge und Informationsaustauschverträge.

#### BETRIEBSVEREINIGUNGEN

6.13. Geben Sie eine Liste der Namen und Adressen der hauptsächlichsten Betriebsvereinigungen auf den betroffenen Märkten.

#### DER INTERNATIONALE KONTEXT

6.14. Beschreiben Sie den internationalen Kontext, in den sich das Konzentrationsvorhaben einbettet, indem Sie die Position der Parteien auf diesem Markt angeben.

### TEIL 7

#### Gründe für die Freistellung aufgrund von Artikel 10 § 3 des Gesetzes

Wenn Sie die Konzentration mit dem Ziel anmelden, eine Freistellung aufgrund des Artikels 10 § 3 des Gesetzes zu erhalten, erläutern Sie bitte, weshalb:

7.1. die Konzentration dazu beiträgt, die Produktion oder die Verteilung zu verbessern und/oder den technischen oder wirtschaftlichen Fortschritt voranzutreiben und/oder die Wettbewerbsstruktur innerhalb des Marktes zu verbessern;

7.2. die Konzentration den generellen wirtschaftlichen Interessen und denjenigen der Verbraucher Rechnung trägt und die Wettbewerbsfähigkeit der betroffenen Sektoren gegenüber der internationalen Konkurrenz stärkt;

7.3. alle diese restriktiven Bestimmungen der Konzentration unabdingbar sind, um diese zu verwirklichen;

7.4. die Konzentration nicht den Wettbewerb für einen wesentlichen Teil der betroffenen Produkte oder Dienstleistungen außer Kraft setzt.

### TEIL 8

#### Allgemeine Fragen

8.1. Geben Sie bitte an, auf welche Weise das Konzentrationsvorhaben die Interessen der Zwischen- und Endverbraucher sowie die Entwicklung des technischen Fortschritts beeinflussen könnte.

8.2. Wünschen Sie für den Fall, daß der Rat entscheiden würde, daß die angemeldete Operation keine Konzentration im Sinne des Artikels 9 des Gesetzes darstellt, daß die Anmeldung als Antrag auf Negativattest im Sinne des Artikels 6 des Gesetzes oder als Anmeldung, wie sie im Artikel 7 des Gesetzes vorgesehen ist, angesehen wird, wie dies im Artikel 6 § 1 des königlichen Erlasses vorgesehen ist?

### TEIL 9

#### Erklärung

Die Anmeldung muß durch folgende, durch oder im Namen aller anmeldenden Parteien unterschriebenen Erklärung abgeschlossen werden:

Die Unterzeichneten erklären, daß die in vorliegender Anmeldung erteilten Auskünfte ehrlich und richtig sind, daß alle Schätzungen als solche gekennzeichnet worden sind und die tatsächlich bestmöglichen Schätzungen in dieser Sache darstellen und daß alle vorgetragenen Ansichten gewissenhaft sind.

Sie sind über die Bestimmungen des Artikels 37 § 1 des Gesetzes vom 5. August 1991 unterrichtet.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, den Dienst für Wettbewerb und den Rat für Wettbewerb über jede mit der Konzentration verbundene Maßnahme, die die Parteien treffen würden, zu informieren, solange dieser keine Entscheidung über die Zulässigkeit der Konzentration getroffen hat.

Ort und Datum:

Unterschrift und Funktion:

Geprüft, um Unserem Erlaß vom 23. März 1993 beigefügt zu werden.

**BAUDOUIN**

Von Königswegen:

Der Minister für Wirtschaftsangelegenheiten,

**M. WATHELET**